



Assemblée générale

Distr.
GÉNÉRALE

A/52/32
29 août 1997
FRANÇAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

Cinquante-deuxième session

RAPPORT DU COMITÉ DES CONFÉRENCES*

* Distribution préliminaire du rapport du Comité des conférences, dont la version complète et définitive sera publiée en tant que Supplément No 32 des Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-deuxième session (A/52/32/Rev.1).

97-23093 (F) 160997 180997

/...

TABLE DES MATIÈRES

<u>Chapitre</u>	<u>Paragrapbes</u>	<u>Page</u>
I. CALENDRIER DES CONFÉRENCES ET RÉUNIONS	1 - 80	1
A. Questions relatives au calendrier approuvé pour 1997 et dérogations à ce calendrier entre les sessions	1 - 5	1
B. Adoption du projet de calendrier des conférences et réunions pour l'exercice biennal 1998-1999 . .	6 - 13	2
C. Amélioration de l'utilisation des services de conférence	14 - 69	3
1. Statistiques relatives aux réunions des organes de l'Organisation des Nations Unies .	14 - 25	3
2. Consultations avec des organes au sujet de l'utilisation des services et installations de conférence mis à leur disposition	26 - 33	4
3. Prestation de services d'interprétation aux réunions de groupes régionaux et autres groupes importants d'États Membres	34 - 40	5
4. Système de comptabilité des coûts des services de conférence	41 - 53	6
5. Organes subsidiaires autorisés à se réunir ailleurs qu'à leur siège conformément au paragraphe 4 de la section I de la résolution 40/243 de l'Assemblée générale . .	54 - 60	8
6. Amélioration de la coordination des services de conférence	61 - 69	9
D. Demandes de dérogation aux dispositions du paragraphe 7 de la section I de la résolution 40/243 de l'Assemblée générale	70 - 72	10
E. Examen du projet de calendrier biennal des conférences et réunions des organes subsidiaires du Conseil économique et social pour 1998-1999 .	73 - 80	11
II. CONTRÔLE ET LIMITATION DE LA DOCUMENTATION	81 - 127	12
A. Application de la résolution 50/206 C de l'Assemblée générale	81 - 90	12
B. Établissement de comptes rendus des séances des organes subsidiaires de l'Assemblée générale . .	91 - 95	13
C. Évaluation des besoins des États Membres et du Secrétariat en matière de documentation	96 - 103	14

TABLE DES MATIÈRES (suite)

<u>Chapitre</u>	<u>Paragraphe</u> s	<u>Page</u>
D. Accès des pays en développement au système à disques optiques	104 - 110	15
E. Questions concernant les services de traduction	111 - 120	16
F. Étude d'ensemble, réalisée par le Corps commun d'inspection, de l'utilité des publications aux fins de l'exécution des mandats des organes intergouvernementaux et des possibilités d'améliorer le rapport coût-efficacité des publications périodiques	121 - 127	17
III. EXAMEN DU PROJET DE BUDGET-PROGRAMME POUR L'EXERCICE BIENNAL 1998-1999 : SERVICES DE CONFÉRENCE	128 - 130	19
IV. QUESTIONS D'ORGANISATION	131 - 137	20
A. Composition du Comité	131	20
B. Bureau	132 - 133	20
C. Organisation des travaux	134	20
D. Programme de travail	135 - 137	20
V. TRAVAUX DU COMITÉ AU COURS DE LA CINQUANTE ET UNIÈME SESSION DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE (17 SEPTEMBRE-20 DÉCEMBRE 1996)	138 - 139	21
<u>Annexes</u>		
Notes explicatives		22
I. Projet de calendrier des conférences et réunions de l'Organisation des Nations Unies pour 1998		23
II. Liste des organes dont le mandat doit être présenté pour renouvellement à l'Assemblée générale à sa cinquante-deuxième session		56
III. Projet de calendrier des conférences et réunions des principaux organes et institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique pour 1998		58
IV. Projet de calendrier des conférences et réunions de l'Organisation des Nations Unies pour 1999		60
V. Projet de calendrier des conférences et réunions des principaux organes et institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique pour 1999		91

I. CALENDRIER DES CONFÉRENCES ET RÉUNIONS

A. Questions relatives au calendrier approuvé pour 1997 et dérogations à ce calendrier entre les sessions

Introduction et aperçu général

1. Dans sa résolution 51/211 A du 18 décembre 1996, l'Assemblée générale a approuvé le projet révisé de calendrier des conférences et réunions de l'Organisation des Nations Unies pour 1997 tel qu'il avait été présenté par le Comité des conférences à l'annexe du rapport qu'il avait soumis à l'Assemblée à sa cinquante et unième session, puis modifié comme suite aux décisions que l'Assemblée avait prises au cours de ladite session¹.
2. À sa 373e séance, le 26 août 1994, le Comité avait décidé que, dorénavant, les demandes de dérogation qui lui seraient présentées entre les sessions seraient examinées par le Bureau, en consultation avec le Secrétariat, en vue d'une décision ultérieure.
3. À sa 379e séance, le 23 mars 1995, le Comité a décidé que le Secrétariat pourrait, en consultation avec son Bureau, statuer sur les modifications proposées du calendrier si elles n'avaient pas d'incidences sur le budget-programme.
4. À sa session de fond de 1995, le Comité a décidé que les demandes de dérogation qui lui seraient présentées concernant un changement de lieu devraient être communiquées à ses membres pour approbation. Les demandes concernant d'autres types de dérogation seraient, comme le Comité en avait décidé lors de sa session de fond de 1994, examinées par le Bureau, en consultation avec le Secrétariat, en vue d'une décision ultérieure.
5. Le Comité a été informé d'un certain nombre de dérogations de ce type que le Bureau avait autorisées au cours de l'année 1997. L'objet des demandes de dérogation concernant un changement de lieu et la suite qui leur a été donnée par le Comité sont exposés ci-après.

<u>Organe</u>	<u>Demande</u>	<u>Suite donnée</u>
Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour l'environnement – Comité de haut niveau composé de ministres et de hauts fonctionnaires	Tenir une session d'une journée à New York le 28 juin 1997, à l'occasion de la dix-neuvième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à l'Action 21. Étant donné que de nombreux ministres et hauts fonctionnaires membres du Conseil d'administration assisteraient à la session extraordinaire, il serait commode et avantageux de se réunir à New York à cette date.	Demande approuvée
Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement – Réunion d'experts	Se réunir du 18 au 20 juin à New York plutôt qu'à Genève, les pays en développement sans littoral et pays en développement de transit qui avaient une	Demande approuvée

Organe

Demande

Suite donnée

gouvernementaux de pays en développement sans littoral et de pays en développement de transit, ainsi que de représentants de pays donateurs et d'organismes de financement et de développement

représentation à Genève étant peu nombreux, alors qu'ils étaient presque tous représentés à New York. Il était peu probable que des ressources extrabudgétaires suffisantes puissent être réunies pour financer la participation de représentants venus des capitales de ces pays si la réunion se tenait à Genève.

B. Adoption du projet de calendrier des conférences et réunions pour l'exercice biennal 1998-1999

Introduction et aperçu général

6. À ses 400e et 402e séances, les 25 et 26 août 1997, le Comité des conférences a examiné le projet de calendrier des conférences et réunions pour l'exercice biennal 1998-1999 (A/AC.172/1997/CRP.2 et Add.1).

Conclusions et recommandations

7. Le Comité a recommandé à l'Assemblée générale :

a) D'adopter le projet de calendrier des conférences et réunions pour l'exercice biennal 1998-1999 tel qu'il avait été présenté et modifié oralement;

b) D'autoriser le Comité à apporter au calendrier des conférences et réunions pour 1998 les modifications qu'entraîneraient éventuellement les mesures et décisions qu'elle aura prises à sa cinquante-deuxième session.

8. Le Comité a constaté que le Secrétariat avait tenu compte des dispositions mentionnées au paragraphe 6 de la résolution 51/211 A de l'Assemblée générale, puisqu'aucune session ne devait s'ouvrir ou s'achever le 29 janvier ou le 7 avril 1998 et qu'aucune réunion ne se tiendrait ces jours-là.

9. Le Comité a noté que la réunion à Rome, en 1998, de la Conférence diplomatique internationale de plénipotentiaires sur la création d'une cour criminelle internationale serait conforme aux dispositions du paragraphe 5 de la résolution 40/243 de l'Assemblée générale, en date du 18 décembre 1985, aux termes duquel l'Assemblée avait décidé que les organes de l'Organisation des Nations Unies pourraient tenir des sessions ailleurs qu'à leur siège lorsqu'un gouvernement, en invitant l'un d'entre eux à tenir une session sur son territoire, accepterait de prendre à sa charge, après consultation avec le Secrétaire général quant à leur nature et à leur montant probable, les dépenses supplémentaires effectives qui en résultaient directement ou indirectement.

10. Le Comité a décidé, pour la commodité des utilisateurs, d'inclure dans le calendrier des conférences et réunions de l'ONU les réunions des organes créés en vertu de traités négociés sous les auspices de l'Organisation.

11. Le Comité a également décidé d'inclure dans le calendrier les réunions des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

12. Le Comité a décidé par ailleurs que, dans toute la mesure où les exigences le permettraient, des abréviations devraient être utilisées dans le calendrier.

13. Le Comité a recommandé d'éviter au maximum, lors de l'établissement du calendrier, que les périodes de pointe des divers lieux d'affectation ne coïncident.

C. Amélioration de l'utilisation des services de conférence

1. Statistiques relatives aux réunions des organes de l'Organisation des Nations Unies

Introduction et aperçu général

14. Depuis 1983, le Comité des conférences étudie une série de rapports contenant les statistiques relatives aux réunions et, ces dernières années, les statistiques relatives à la documentation, d'un échantillon d'organes de l'ONU à New York, Genève et Vienne.

15. Lors de sa session de fond de 1995, le Comité a pris note d'un rapport synoptique, par secteur, des réunions tenues au cours des exercices biennaux 1992-1993 et 1994-1995, comportant également le coût indicatif des services de conférence fournis ainsi qu'une ventilation des coûts du service des séances et de la documentation (A/AC.172/161 et Corr.1 et 2, annexe III); il a prié le Secrétariat d'améliorer la méthode suivie pour élaborer le rapport et de continuer à lui présenter ce type d'informations lors de ses sessions futures. À sa session d'organisation de 1996, le Comité a décidé de reporter l'examen du rapport synoptique à 1997.

16. À ses 400e et 402e séances, les 25 et 26 août 1997, le Comité a examiné un rapport du Secrétaire général sur les statistiques relatives aux réunions des organes de l'Organisation des Nations Unies qui s'étaient réunis en 1996, rapport, lequel contenait un tableau synoptique, par secteur, des réunions tenues au cours des exercices biennaux 1994-1995 et 1996-1997 (A/AC.172/1997/3 et Add.1).

Examen de la question

17. On a estimé que le rapport synoptique constituait une bonne tentative d'estimation du coût des services de conférence.

18. On a également estimé qu'il fallait n'épargner aucun effort pour assurer la précision des données contenues dans les rapports sur les statistiques relatives aux réunions, étant donné que d'autres organes pouvaient se fonder sur ces informations pour prendre des décisions concernant les services de conférence.

19. Touchant la méthode suivie pour calculer le coefficient d'utilisation, on a estimé que la pratique adoptée depuis peu, suivant laquelle un coefficient de pondération plus fort était utilisé pour les séances commencées en retard que pour celles qui étaient levées avant l'heure prévue ne devrait pas être maintenue.

Conclusions et recommandations

20. Le Comité des conférences a constaté avec satisfaction que le coefficient d'utilisation global des services de conférence en 1996 était supérieur au chiffre indiqué pour 1995 et avait dépassé le seuil de 80 %, Genève et Vienne se distinguant plus particulièrement à cet égard.

21. Le Comité a noté que cette amélioration était incontestable, quelle que soit la méthode de calcul choisie.

22. Le Comité a décidé que les données concernant les séances qui commençaient en retard et étaient levées avant l'heure prévue ne seraient plus arrondies et que l'on cesserait de calculer le coefficient d'utilisation moyen.

23. Le Comité a recommandé d'informatiser le calcul des coefficients d'utilisation.

24. Le Comité a également recommandé que les statistiques de production des services de conférence dans les divers lieux d'affectation soient davantage normalisées du point de vue aussi bien de la définition que de la méthode de calcul utilisées.

25. Le Comité a pris note du rapport synoptique, par secteur, des réunions tenues au cours des exercices biennaux 1994-1995 et 1996-1997 (A/AC.172/1997/3/Add.1).

2. Consultations avec des organes au sujet de l'utilisation des services et installations de conférence mis à leur disposition

Introduction et aperçu général

26. Au paragraphe 10 de sa résolution 51/211 A, l'Assemblée générale a prié les organes qui n'utilisaient pas la totalité des ressources mises à leur disposition en matière de services de conférence, notamment le temps de réunion qui leur était imparti pour leurs sessions, de revoir leurs besoins à cet égard et de lui faire rapport à ce sujet par l'intermédiaire du Comité des conférences. Au paragraphe 12 de cette même résolution, l'Assemblée a prié à nouveau le Comité d'examiner, en consultation avec les organes intéressés, les cas dans lesquels, pendant au moins trois sessions, le taux d'utilisation des services de conférence avait été inférieur au seuil fixé, de rendre compte des problèmes et des facteurs à l'origine de cette situation et de faire des recommandations appropriées aux fins de l'utilisation optimale des services de conférence.

27. À sa session de fond de 1996, le Comité a demandé à son président de consulter en son nom les présidents des organes dont le taux d'utilisation des ressources avait été régulièrement inférieur au seuil fixé (80 %) durant les trois dernières sessions, en vue de faire des recommandations appropriées pour assurer une utilisation optimale des services de conférence.

28. Le Comité a également demandé à son président d'adresser une lettre aux présidents des organes subsidiaires qui avaient utilisé en 1995 moins de 80 % des ressources qui leur avaient été allouées pour les inviter à lui faire connaître les mesures prises en vue d'améliorer l'utilisation des services de

conférence et d'évaluer les besoins effectifs avec réalisme, afin de réduire les demandes de services de conférence.

29. À sa 400e séance, le 25 août 1997, le Comité a examiné un rapport du Secrétaire général consacré à ces questions (A/52/215 et Add.1).

Examen de la question

30. On a estimé que, comme les présidents du Comité n'exerçaient leurs fonctions qu'une seule année, il serait possible d'améliorer l'utilisation des services de conférence si le Président en exercice s'entretenait avec son successeur avant l'ouverture de la session. Les présidents devraient être informés des directives et recommandations concernant l'utilisation de ces ressources et du fait que celle-ci était contrôlée et que l'Assemblée générale était avisée des résultats de ce contrôle. Il faudrait en outre leur fournir des informations normalisées sur les mesures que les organes intergouvernementaux prenaient pour améliorer l'utilisation des services de conférence. Enfin, les présidents des organes intergouvernementaux devraient tenir des consultations intersessions sur les questions d'organisation avec les membres de ces organes.

31. Il faudrait aussi informer les groupes régionaux qu'il serait tenu compte de l'utilisation des services de conférence dans les statistiques de leur organe de session.

Conclusions et recommandations

32. Le Comité des conférences a pris note du rapport du Secrétaire général sur les résultats présentés par les organes subsidiaires qui n'utilisaient pas la totalité des ressources mises à leur disposition en matière de services de conférence, notamment le temps de réunion qui leur était imparti pour leurs sessions, et sur le bilan des problèmes et des facteurs à l'origine de cette situation dans les organes dont le taux d'utilisation des services de conférence avait été inférieur au seuil fixé pendant au moins trois sessions (A/52/215 et Add.1).

33. Le Comité a prié son président de continuer à consulter en son nom les présidents des organes dont le taux d'utilisation des ressources avait été régulièrement inférieur au seuil fixé durant les trois dernières sessions, en vue de faire des recommandations appropriées pour assurer une utilisation optimale des services de conférence.

3. Prestation de services d'interprétation aux réunions de groupes régionaux et autres groupes importants d'États Membres

Introduction et aperçu général

34. Au paragraphe 19 de sa résolution 51/211 A, l'Assemblée générale a prié à nouveau le Secrétaire général d'assurer, dans la limite des ressources demandées pour les services de conférence pour l'exercice biennal 1998-1999, des services d'interprétation pour les réunions de groupes régionaux et autres groupes importants d'États Membres, à la demande de ces derniers, compte tenu de la priorité à accorder aux réunions inscrites au calendrier des conférences et

réunions, et de lui présenter, à sa cinquante-deuxième session, un rapport sur l'application de cette décision, par l'intermédiaire du Comité des conférences.

35. À sa 400e séance, le 25 août 1997, le Comité a entendu un rapport oral sur la question.

Examen de la question

36. On a estimé qu'en dépit des efforts louables que le Secrétariat avait faits pour assurer des services d'interprétation aux réunions de groupes régionaux et autres groupes importants d'États Membres, la pratique consistant à ne les desservir que par réaffectation entravait considérablement les travaux de ces groupes.

37. On a déploré que les effectifs disponibles soient insuffisants dans tous les lieux d'affectation pour assurer l'intégralité des services requis, dans toutes les langues, aux réunions de groupes régionaux et autres groupes importants d'États Membres.

Conclusions et recommandations

38. Le Comité des conférences a pris note du rapport sur la prestation de services d'interprétation aux réunions de groupes régionaux et autres groupes importants d'États Membres.

39. Compte tenu de l'importance que les réunions de groupes régionaux et autres groupes importants d'États Membres revêtaient pour le bon fonctionnement des organes de session, le Comité a constaté avec regret que 32 % des demandes de services d'interprétation pour des réunions de ce type avaient été rejetées. Il a néanmoins reconnu que les réunions des organes créés par la Charte et des organes délibérants devaient être desservies en priorité.

40. Le Comité a exhorté les organes intergouvernementaux à ne ménager aucun effort au stade de la planification pour tenir compte des réunions de leurs groupes régionaux et autres groupes importants d'États Membres et de coordonner ces réunions avec celles de l'organe de session. En outre, les organes intergouvernementaux devraient aviser les services de conférence longtemps à l'avance de toute annulation de séance, de façon que les ressources puissent, dans la mesure du possible, être réaffectées à des réunions de groupes régionaux et autres groupes importants d'États Membres.

4. Système de comptabilité des coûts des services de conférence

Introduction et aperçu général

41. Au paragraphe 1 de sa résolution 51/211 C du 18 décembre 1996, l'Assemblée générale a prié très instamment le Secrétaire général de mettre au point à titre prioritaire le système de comptabilité des coûts des services de conférence au plus tard pour la session de fond du Comité des conférences pour 1997, en faisant appel à des experts offrant leurs services bénévolement et à des fonctionnaires des Nations Unies.

42. Au paragraphe 2 de la résolution, l'Assemblée a prié le Secrétaire général de faire connaître à chacun des organes subsidiaires de l'Assemblée générale et

du Conseil économique et social, par l'intermédiaire du Comité des conférences, le coût des services de conférence que chacun d'eux avait utilisés au cours de l'année écoulée afin de leur permettre de mieux planifier leurs travaux.

43. À ses 40^e et 40^e séances, le 26 août 1997, le Comité a examiné deux notes du Secrétariat (A/AC.172/1997/CRP.4 et CRP.5).

Examen de la question

44. Lorsqu'il a présenté la note publiée sous la cote A/AC.172/1997/CRP.4, le représentant du Secrétariat a évoqué les difficultés que soulevait la mise en place d'un système de comptabilité des coûts des services de conférence et les problèmes qui entravaient actuellement la mise en place d'un système de comptabilité global. Il a fait observer que le module financier du Système intégré de gestion, source des données utilisées, n'était en service qu'au Siège.

45. Le représentant du Secrétariat a assuré les membres du Comité que le système de comptabilité des coûts, conçu en tant que système autonome à l'usage des services de conférence, comme l'indiquait le paragraphe 12 de la note en question, pourrait cependant être appliqué dans tous les services du Secrétariat qui s'occupaient de la gestion des ressources.

46. Il faudrait utiliser les ressources de l'Organisation, personnel, matériel informatique et logiciel au stade de la mise au point. On n'avait pas prévu dans le budget de crédits pour celles-ci, mais on s'efforcera de la financer au moyen des ressources allouées aux innovations technologiques. Il a été indiqué que toutes les dépenses devraient être financées dans les limites des crédits ouverts.

47. On a estimé que les services budgétaires du Siège devraient jouer un rôle de chef de file, en étroite coopération avec les services homologues d'autres lieux d'affectation.

48. On a estimé également que la mise en place du système de comptabilité avait pour but de mettre au point une méthode objective, transparente et commune à tous les utilisateurs des données, qui permette d'établir des comparaisons, de tirer les conclusions sur les mesures à prendre, de faciliter la planification et d'élaborer les politiques.

49. On a fait observer qu'à condition que le calcul en soit effectué sur la base d'une méthode uniforme applicable à tous les lieux d'affectation, les coûts effectifs par unité de production constitueraient sans doute le plus important des critères d'évaluation de l'efficacité.

50. L'attention des membres du Comité a été appelée sur le paragraphe 9 de la note (A/AC.172/1997/CRP.4), qui soulignait la nécessité de déterminer avec précision ce à quoi serviraient les informations produites par le système de comptabilité des coûts si l'on voulait éviter les erreurs d'interprétation et utilisations mal avisées.

Conclusions et recommandations

51. Le Comité des conférences a pris acte des notes du Secrétariat sur le système de comptabilité des coûts (A/AC.172/1997/CRP.4 et CRP.5).

52. Le Comité s'est déclaré favorable en principe à ce que la mise au point du système de comptabilité des coûts des services de conférence soit poursuivie. Il a recommandé de l'étendre à d'autres secteurs du Secrétariat. Il a également recommandé de tenir compte de l'expérience acquise dans les autres lieux d'affectation.

53. Le Comité a prié le Secrétaire général de faire rapport sur les coûts indicatifs des services de conférence à l'Office des Nations Unies à Genève, à l'Office des Nations Unies à Vienne et à l'Office des Nations Unies à Nairobi.

5. Organes subsidiaires autorisés à se réunir ailleurs qu'à leur siège conformément au paragraphe 4 de la section I de la résolution 40/243 de l'Assemblée générale

Introduction et aperçu général

54. Au paragraphe 8 de sa résolution 51/211 A, l'Assemblée générale a invité tous ses organes subsidiaires qui étaient autorisés à se réunir ailleurs qu'à leur siège à réexaminer, dans le souci d'une efficacité et d'une rentabilité plus grandes, la dérogation dont ils bénéficiaient à la lumière de leurs travaux actuels, et à lui faire, par l'intermédiaire du Comité des conférences, des recommandations à ce sujet à sa cinquante-deuxième session.

55. Au paragraphe 9 de la même résolution, l'Assemblée a invité le Conseil économique et social à prier tous ses organes subsidiaires de procéder à ce réexamen.

56. À ses 400e et 402e séances, les 25 et 26 août 1997, le Comité a examiné un rapport du Secrétaire général sur la question (A/52/216 et Add.1).

Examen de la question

57. S'agissant des séminaires régionaux, organisés en 1998 et 1999, du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, le représentant du Secrétariat a indiqué qu'ils étaient prévus dans le programme de travail du Comité spécial qu'avait approuvé l'Assemblée générale.

58. Certains étaient d'avis que le Comité des conférences recommande à l'Assemblée générale d'accorder une dérogation à tous les organes autorisés à se réunir ailleurs qu'à leur siège, à l'exception du Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux, au sujet duquel on ne parvenait pas à s'entendre. D'autres considéraient que la recommandation du Comité des conférences devrait s'appliquer également au Comité spécial.

Conclusions et recommandations

59. Le Comité des conférences a recommandé à l'Assemblée générale de n'accorder de dérogations à la règle que sur la base du calendrier des conférences et des réunions des organes de l'Organisation des Nations Unies, que le Comité a recommandé à l'Assemblée d'adopter.

60. Le Comité a également recommandé à l'Assemblée d'inviter tous ses organes subsidiaires autorisés à se réunir ailleurs qu'à leur siège à réexaminer la dérogation dont ils bénéficiaient à la lumière de leurs travaux actuels et à lui faire part, par l'intermédiaire du Comité des conférences, de toute modification qui pourrait intervenir.

6. Amélioration de la coordination des services de conférence

Introduction et aperçu général

61. À sa session de fond de 1995, le Comité des conférences a décidé d'examiner tous les deux ans les moyens propres à garantir une meilleure coordination des conférences entre les organismes des Nations Unies. De plus, il a demandé aux services de conférence d'engager un dialogue actif avec les secrétariats des organes intergouvernementaux, pour leur communiquer des statistiques et des données sur leurs taux d'utilisation antérieurs et leur indiquer des moyens d'améliorer ces taux. À sa session de fond de 1996, le Comité a approuvé l'idée du Secrétariat de faire de ce dialogue un élément permanent de la coordination, et donné pour instructions que cette mesure soit prise au Siège, de même qu'à l'Office des Nations Unies à Genève et à l'Office des Nations Unies à Vienne.

62. Au paragraphe 15 de sa résolution 51/211 A, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de resserrer la coopération entre le Siège, l'Office des Nations Unies à Genève, l'Office des Nations Unies à Vienne et l'Office des Nations Unies à Nairobi, afin d'améliorer la coordination des services de conférence. Au paragraphe 16 de la résolution, l'Assemblée générale a prié le Secrétariat d'engager un dialogue actif et régulier avec les États Membres et de faire de ce dialogue un élément permanent au Siège ainsi qu'à l'Office des Nations Unies à Genève, à l'Office des Nations Unies à Vienne et à l'Office des Nations Unies à Nairobi, afin d'améliorer la coordination des services de conférence.

63. Aux 400e et 402e séances, les 25 et 26 août 1997, le représentant du Secrétariat a présenté un rapport oral sur ces questions.

Examen de la question

64. On a estimé que les lieux d'affectation hors Siège attireraient moins le personnel des services de conférence du fait que les possibilités de carrière qu'ils offraient étaient plus limitées. Un tableau commun des effectifs pourrait contribuer à améliorer la situation dans ce domaine, mais un système de régulation des affectations serait préférable, en ce qu'il permettrait une utilisation plus efficace des ressources, une souplesse accrue et une plus grande mobilité du personnel en cas de besoin, tout en assurant une meilleure qualité des services linguistiques que celle pouvant être obtenue en ayant recours à du personnel temporaire. Ce système devrait prévoir des mesures d'incitation pour éviter que les fonctionnaires n'aient l'impression que ces affectations leur étaient imposées. Il pouvait s'appliquer non seulement au

personnel des services linguistiques mais aussi à d'autres catégories de fonctionnaires.

65. On a également estimé que le Comité devrait recommander à l'Assemblée générale d'envisager la mise en place d'un système de régulation des affectations du personnel des services linguistiques assorti de mesures d'incitation. Le Comité devrait aussi recommander au Secrétaire général que soient revues les mesures d'incitation existantes, notamment la promotion, en vue d'accroître la mobilité du personnel des services linguistiques. L'uniformité des services de conférence sur le plan de la qualité serait ainsi assurée, quel que soit le lieu d'affectation. Suivant un autre avis, il n'y avait pas lieu de formuler pareilles recommandations.

Conclusions et recommandations

66. Le Comité des conférences a pris note avec satisfaction du rapport oral sur l'amélioration de la coordination des services de conférence.

67. Le Comité a demandé au Secrétariat de poursuivre un dialogue actif et régulier avec les États Membres au Siège, de même qu'aux Offices des Nations Unies à Genève, Vienne et Nairobi, afin d'améliorer la coordination des services de conférence.

68. Le Comité s'est félicité de l'initiative qu'avait prise le Secrétariat d'organiser une télé-réunion sur les questions relatives aux services de conférence avec les Offices des Nations Unies à Genève, Vienne et Nairobi.

69. Le Comité a demandé au Secrétaire général de tenir compte des apports émanant des Offices des Nations Unies à Genève, Vienne et Nairobi lors de l'établissement des rapports du Comité des conférences à ses sessions de fond.

D. Demandes de dérogation aux dispositions du paragraphe 7 de la section I de la résolution 40/243 de l'Assemblée générale

Introduction et aperçu général

70. À sa 399e séance, le 25 août 1997, le Comité a examiné une note de son secrétariat (A/AC.172/1996/CRP.3) précisant que certains organes subsidiaires demandaient une dérogation au paragraphe 7 de la section I de la résolution 40/243 de l'Assemblée générale, en date du 18 décembre 1985, selon lequel aucun organe subsidiaire de l'Assemblée ne peut se réunir au Siège de l'Organisation des Nations Unies pendant une session ordinaire de l'Assemblée si ce n'est avec l'assentiment exprès de celle-ci.

71. Conformément à la procédure établie par le Comité, chaque demande était accompagnée d'explications précisant a) pourquoi l'organe souhaitait se réunir; b) pourquoi il n'avait pas terminé ses travaux à la date limite du 1er septembre, prévue au paragraphe 6 de la section I de la résolution 40/243; c) pourquoi il devait se réunir durant la session de l'Assemblée; d) combien de séances lui seraient nécessaires. Ces renseignements étaient complétés par des statistiques sur le nombre de séances, le cas échéant, que l'organe concerné avait tenues au cours de la cinquante et unième session de l'Assemblée générale.

et sur l'efficacité avec laquelle il avait utilisé les services de conférence mis à sa disposition.

Conclusions et recommandations

72. Le Comité a recommandé à l'Assemblée générale d'autoriser expressément les organes énumérés ci-après à se réunir à New York pendant la cinquante-deuxième session de l'Assemblée, étant entendu que les séances auraient lieu en fonction des locaux et des services disponibles, de façon à ne pas gêner les activités de l'Assemblée elle-même : Comité des relations avec le pays hôte, Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien, Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient, Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour le développement/Fonds des Nations Unies pour la population, Comité des conférences et Comité du programme et de la coordination.

E. Examen du projet de calendrier biennal des conférences et réunions des organes subsidiaires du Conseil économique et social pour 1998-1999

Introduction et aperçu général

73. Dans sa décision 1988/103 du 5 février 1988, le Conseil économique et social a invité le Comité des conférences à examiner le projet de calendrier biennal des conférences et réunions du Conseil et à lui présenter les recommandations qu'il jugerait utile de formuler à ce sujet.

74. À sa 398^e séance, le 16 juin 1997, le Comité a examiné le projet de calendrier des conférences et réunions du Conseil pour 1998 et 1999 (E/1997/L.18 et A/AC.172/1997/CRP.1).

Examen de la question

75. Le Comité a demandé au Secrétariat, qui les lui a données, des précisions sur différents points du projet de calendrier provisoire des conférences et réunions pour 1998-1999 dans les domaines économique, social et connexes.

76. On a rappelé la question de l'adoption d'un cycle biennal pour les conférences et réunions, visée au paragraphe 2 f) ii) de la résolution 1988/77 du Conseil, en date du 29 juillet 1988. Il a été constaté avec préoccupation que le nombre des organes intergouvernementaux qui demandaient une dérogation à l'adoption d'un cycle biennal pour leurs sessions avait augmenté.

77. Le Comité a reçu du Secrétariat l'assurance que, dans toute la mesure possible, il avait fait en sorte que les sessions des organes subsidiaires du Conseil s'achèvent huit semaines au moins avant l'ouverture des sessions de fond du Conseil, conformément au paragraphe 2 f) i) de la résolution 1988/77 du Conseil.

Conclusions et recommandations

78. Le Comité a recommandé l'adoption du calendrier provisoire des conférences et réunions des organes subsidiaires du Conseil économique et social pour

1998-1999 tel qu'il avait été modifié (E/1997/L.18); le représentant du Secrétariat a donné lecture des modifications apportées.

79. Le Comité a également recommandé que le Conseil continue d'envisager la possibilité d'adopter un cycle biennal pour les sessions de ses organes subsidiaires.

80. Le Comité a instamment demandé au Conseil de continuer de revoir l'ensemble de son calendrier en fonction des mandats, de la composition, des fonctions et des méthodes de travail de ses commissions techniques et organes d'experts.

II. CONTRÔLE ET LIMITATION DE LA DOCUMENTATION

A. Application de la résolution 50/206 C de l'Assemblée générale

Introduction et aperçu général

81. Au paragraphe 5 de sa résolution 51/211 B, en date du 18 décembre 1996, l'Assemblée générale a réitéré les recommandations relatives au contrôle et à la limitation de la documentation qu'elle avait adressées aux organes intergouvernementaux dans sa résolution 50/206 C et a prié ces organes de lui faire rapport, par l'intermédiaire du Comité des conférences, sur les mesures qu'ils auraient prises pour appliquer cette résolution.

82. À ses 400e et 401e séances, les 25 et 26 août 1997, le Comité a examiné le rapport du Secrétaire général sur la question (A/52/291).

Examen de la question

83. Dans le cadre du premier train de réformes qu'il avait annoncé le 17 mars 1997, le Secrétaire général avait décidé que les documents émanant du Secrétariat ne devaient pas dépasser 16 pages, contre 24 suivant la norme précédemment appliquée. Il a également indiqué qu'il serait proposé aux organes intergouvernementaux de ramener la longueur des rapports qu'ils produisent de 32 pages (limite souhaitée) à 20 pages.

84. On a constaté avec satisfaction que d'autres lieux d'affectation avaient signalé des progrès dans la réduction du volume et de la longueur des documents produits.

85. Le représentant du Secrétariat a déclaré qu'un certain nombre de mesures avaient été prises au cours de l'année écoulée pour réduire la consommation de papier, grâce en partie à un élargissement de l'accès au système à disques optiques. Le nombre d'exemplaires des documents stockés avait été réduit de moitié et la distribution au Secrétariat restreinte. On procédait actuellement à un ajustement des tirages. L'élaboration de nouveaux modes de présentation des documents, faisant appel à différentes polices de caractères et à l'impression en deux colonnes pourrait réduire la consommation de papier de 50 % par document.

86. En revanche, l'effet des mesures prises pour réduire le nombre de pages variait d'un lieu d'affectation à l'autre. Au Siège, on estimait qu'en ramenant de 24 à 16 le nombre limite de pages, on ne réduirait le volume total de la documentation que de 6 %, puisque 25 % seulement des documents produits par le Secrétariat tombaient dans la catégorie visée dont bon nombre ne dépassait déjà pas 16 pages.

87. Bien que la publication des documents dans les temps voulus dépende de la charge de travail du Secrétariat au moment de leur soumission, on pourrait en général, en réduisant la longueur des documents, accélérer leur production.

88. L'inversion de la tendance tenace à l'accroissement du volume de la documentation, enregistrée en 1996, avait tenu au fléchissement du niveau général d'activité au Secrétariat, lui-même entraîné par les difficultés de trésorerie. L'activité avait commencé de reprendre à la fin de 1996 et les

projections actuelles indiquaient que la production des services de traduction atteindrait à nouveau, en cours d'année, les niveaux auxquels elle s'établissait avant 1996. On s'attendait en revanche que la production des services de reprographie reste inférieure au niveau qu'elle avait atteint avant cette année-là et continue même à diminuer par suite des mesures qui avaient été prises pour réduire la production sur papier.

89. Compte tenu de ce qui précède, l'année 1996 pouvait être considérée comme l'année atypique. On se servirait donc de la moyenne des chiffres établis pour les cinq années précédentes afin d'évaluer le degré de réalisation de l'objectif fixé par le Secrétaire général, qui était de réduire le volume de la documentation de 25 % avant la fin de 1998.

Conclusions et recommandations

90. Le Comité des conférences a pris note du rapport du Secrétaire général sur l'application de la résolution 50/206 C de l'Assemblée générale (A/52/291). Il a recommandé que l'Assemblée envisage d'inviter les organes intergouvernementaux à ramener la longueur de leurs rapports de 32 pages à 20 pages progressivement plutôt que dans un laps de temps déterminé. Il a également recommandé que l'Assemblée envisage de faire des suggestions précises aux organes intergouvernementaux quant à la manière d'effectuer cette réduction.

B. Établissement de comptes rendus des séances des organes subsidiaires de l'Assemblée générale

Introduction et aperçu général

91. Au paragraphe 3 de sa résolution 50/206 B du 23 décembre 1995, l'Assemblée générale a noté l'intention du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique de remplacer ses procès-verbaux par des transcriptions non éditées et a prié le Comité de la tenir informée, par l'intermédiaire du Comité des conférences, des résultats que donnerait l'application de cette nouvelle formule. Au paragraphe 4 de la même résolution, elle a pris note de la décision du Comité des conférences figurant au paragraphe 75 de son rapport², et prié le Comité de lui rendre compte à sa cinquante et unième session de l'application de cette décision.

92. Au paragraphe 6 de sa résolution 51/211 B du 18 décembre 1996, l'Assemblée générale a prié le Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique de continuer de la tenir informée, par l'intermédiaire du Comité des conférences, de son expérience concernant l'utilisation de transcriptions non éditées. Au paragraphe 7 de la même résolution, elle a pris note de la décision du Comité des conférences consignée au paragraphe 89 de son rapport³, et a prié le Comité de lui rendre compte à sa cinquante-deuxième session de l'application de cette décision.

93. À la 399e séance, le 25 août 1997, le représentant du Secrétariat a présenté un rapport oral sur la question.

Examen de la question

94. On a estimé qu'étant donné que quatre seulement des organes bénéficiant de comptes rendus de séance avaient rendu compte de leur expérience concernant

l'utilisation de transcriptions non éditées, comme ils avaient été invités à le faire, aucune conclusion ne pouvait encore être tirée quant au rapport coût-efficacité de cette mesure. Peut-être des économies importantes pourraient-elles cependant être réalisées si un nombre plus important d'organes participaient à l'expérience. On a également fait observer que si certains organes estimaient que l'utilisation de transcriptions non éditées correspondait à leurs besoins, d'autres, étant donné la nature politiquement sensible de leur mandat, préféreraient continuer de bénéficier des comptes rendus habituels. Il serait bon d'établir une analyse coût-efficacité de l'utilisation des différents types de comptes rendus de séance, car la simple comparaison de coûts théoriques pouvait induire en erreur.

Conclusions et recommandations

95. Le Comité des conférences a pris note du rapport oral sur l'établissement de comptes rendus des séances des organes subsidiaires de l'Assemblée générale. Il a prié son Président d'écrire aux présidents des organes bénéficiant de comptes rendus de séance, qui n'avaient pas encore répondu à la première lettre qui leur avait été adressée à ce sujet, pour leur rappeler qu'ils avaient à étudier la possibilité de demander au Secrétariat de faire établir la transcription non éditée d'une séance, aux fins de la comparaison nécessaire pour décider du remplacement éventuel de leurs comptes rendus par des transcriptions.

C. Évaluation des besoins des États Membres et du Secrétariat en matière de documentation

Introduction et aperçu général

96. Au paragraphe 2 de sa résolution 51/211 B, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de continuer à inviter les États Membres à revoir leurs besoins en matière de documentation afin de déterminer le nombre et le type de documents requis et, si possible, de les réduire. Au paragraphe 3 de cette résolution, elle a également prié le Secrétaire général de revoir les besoins internes du Secrétariat afin d'éviter que celui-ci ne produise un volume excessif de documentation.

97. À la 399e séance, le 25 août 1997, le représentant du Secrétariat a présenté un rapport oral sur la question.

Examen de la question

98. On s'est félicité de constater que le rapport faisait clairement apparaître une diminution des besoins des missions en matière de documentation à diminuer, indiqués à l'occasion d'une enquête du Secrétariat, encore que 60 % seulement de celles-ci aient retourné le questionnaire. Il faudrait envoyer des lettres de rappel aux missions qui n'avaient pas encore répondu. Il serait utile de savoir si des efforts tendant à réduire la demande de documents avaient également été faits dans d'autres lieux d'affectation.

99. On a jugé regrettable que certaines missions continuent à recevoir du Secrétariat davantage d'exemplaires de documents qu'elles n'en avaient demandé. On a fait valoir aussi que si le nombre d'exemplaires des documents mis en

distribution était réduit il faudrait recourir plus fréquemment à la photocopie, ce qui pourrait se révéler coûteux.

100. Le représentant du Secrétariat a déclaré que le système à disques optiques, qui permettait de restreindre la distribution des documents, était utilisé depuis plusieurs années à l'Office des Nations Unies à Genève et depuis le début de l'année à l'Organisation des Nations Unies à Vienne. À Genève, on avait pu réduire massivement le nombre des documents distribués en épurant les listes de destinataires.

101. Le Secrétariat ferait en sorte que les documents distribués aux missions correspondent bien à leurs besoins. Afin de les aider à revoir ces besoins, il leur avait fait parvenir des listes de cotes de documents sur lesquelles était indiqué le nombre d'exemplaires de chaque document qui leur avait précédemment été fourni.

102. Les règles de distribution interne avaient été modifiées afin de réduire sensiblement le nombre des documents distribués et les stocks de documents avaient diminué de moitié, ce qui contribuait à atténuer les problèmes d'entreposage. Le système à disques optiques permettait d'imprimer sur place tout document épuisé.

Conclusions et recommandations

103. Le Comité des conférences a pris note du rapport oral sur l'évaluation des besoins des États Membres et du Secrétariat en matière de documentation.

D. Accès des pays en développement au système à disques optiques

Introduction et aperçu général

104. Au paragraphe 3 de sa résolution 50/206 D du 23 décembre 1995, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général de lui présenter à sa cinquante et unième session, par l'intermédiaire du Comité des conférences, des propositions sur les moyens qui permettraient aux pays en développement d'accéder plus facilement au système à disques optiques dans toutes les langues officielles, compte tenu des économies qui pourraient résulter de la réduction des dépenses de reproduction et de distribution.

105. Au paragraphe 4 de sa résolution 51/211 C du 18 décembre 1996, l'Assemblée générale a prié très instamment le Secrétaire général de présenter des propositions à la Cinquième Commission lors de la première partie de la reprise de sa cinquante et unième session, conformément au paragraphe 3 de sa résolution 50/206 D, compte tenu des économies qui pourraient résulter de la réduction des dépenses de reproduction et de distribution.

106. À sa 402e séance, le 26 août 1997, le Comité a examiné le rapport du Secrétaire général sur la question (A/C.5/51/56).

Examen de la question

107. Depuis novembre 1996, les utilisateurs d'Internet pouvaient accéder au système à disques optiques, celui-ci ayant alors été raccordé au serveur Web du Siège. Au 30 juin 1997, toutes les missions permanentes étaient raccordées au

réseau Internet et pouvaient, par ce moyen, consulter les documents stockés sur le système à disques optiques. L'élaboration d'une politique d'extension de ce système était en cours.

108. Une version révisée du site Web de l'Organisation avait été mise en place en septembre 1996 pour répondre à la multiplication des demandes d'information (entre le 1er janvier et le 31 juillet 1997, le serveur avait été sollicité près de 13 millions de fois). La politique concernant ce site consistait à établir des interfaces avec les bases de données existantes, dans les langues dans lesquelles ces bases avaient été créées. Les menus principaux et les menus de "navigation" seraient rédigés dans les deux langues de travail du Secrétariat, l'anglais et le français. On continuerait de travailler à l'adjonction d'autres langues, la possibilité d'obtenir les ressources voulues constituant un facteur déterminant à cet égard.

109. On a estimé que l'usage croissant des moyens de communication électroniques à l'Organisation ne signifiait pas que les documents sur papier aient perdu toute utilité; ceux-ci demeuraient en effet essentiels, en particulier pour les pays en développement.

Conclusions et recommandations

110. Le Comité des conférences a pris note du rapport du Secrétaire général sur l'accès au système à disques optiques (A/C.5/51/56) et a recommandé que le nécessaire soit fait pour que le développement du système se poursuive.

E. Questions concernant les services de traduction

Introduction et aperçu général

111. Au paragraphe 1 de sa résolution 51/211 D du 18 décembre 1996, l'Assemblée générale a noté les efforts que faisaient les services de traduction pour améliorer la qualité de la traduction des documents dans les six langues officielles de l'Organisation des Nations Unies et les a encouragés à poursuivre résolument dans cette voie et à continuer de faire rapport au Comité des conférences sur les efforts supplémentaires déployés dans ce sens.

112. À la 399e séance, le 25 août 1997, le représentant du Secrétariat a présenté un rapport oral sur la question.

Examen de la question

113. Le déblocage, en avril 1997, de crédits qui avaient été ouverts au budget-programme de l'exercice biennal 1996-1997 pour six nouveaux postes de traducteur P-3 et 194 postes de travail à l'intention des traducteurs a été accueilli avec satisfaction.

114. Il a cependant été constaté avec préoccupation que le montant moindre des crédits demandés au titre du recrutement de traducteurs permanents dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1998-1999 et l'augmentation du volume de travail qu'il était prévu de confier à des traducteurs extérieurs risquaient de nuire à la qualité des traductions. Afin de remédier à ce problème, il a été suggéré de faire appel aux services contractuels d'anciens traducteurs de l'Organisation qui travailleraient à distance.

115. Des préoccupations ont également été exprimées devant la persistance des retards constatés dans la distribution des textes traduits aux délégations, ce qui avait parfois pour effet que l'ouverture des réunions devait être différée. On a fait observer que la traduction assistée par ordinateur pourrait contribuer à la fois à améliorer la qualité des traductions et à accroître la rapidité de leur exécution.

116. Il a également été dit que l'on pourrait remédier à la qualité médiocre des traductions que recevaient parfois les missions en responsabilisant davantage les traducteurs et les réviseurs.

117. Le représentant du Secrétariat a fait savoir que la traduction contractuelle représentait actuellement 15 % environ de la charge de travail; bien qu'elle ait été vivement recommandée comme moyen le moins coûteux de produire des traductions, il convenait de veiller attentivement à ce que les traducteurs extérieurs aient les qualifications requises. Le contrôle de la qualité des traductions extérieures avait été renforcé depuis 1996. Du fait des restrictions budgétaires, il n'avait pas été exercé de façon systématique dans le passé mais le Secrétariat entendait continuer à le resserrer à l'avenir.

118. Les arrangements conclus en matière de traduction à distance avec l'Office des Nations Unies à Vienne, dont les périodes de pointe tombaient à des moments différents de l'année, étaient déjà mis à profit pour accroître la capacité de traduction au Siège.

119. De nombreuses plaintes avaient été formulées au sujet des retards dans la distribution des traductions, mais le problème était souvent dû à la soumission tardive des documents par les départements organiques du Secrétariat. Par exemple, chaque année, 25 % seulement de la documentation de présession de l'Assemblée générale avaient généralement été reçus au 1er septembre.

Conclusions et recommandations

120. Le Comité des conférences a pris note avec satisfaction du rapport oral sur les questions relatives aux services de traduction.

- F. Étude d'ensemble, réalisée par le Corps commun d'inspection, de l'utilité des publications aux fins de l'exécution des mandats des organes intergouvernementaux et des possibilités d'améliorer le rapport coût-efficacité des publications périodiques

Introduction et aperçu général

121. Au paragraphe 10 de sa résolution 50/206 C, l'Assemblée générale a approuvé la recommandation du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires tendant à ce que le Corps commun d'inspection soit prié d'effectuer une étude d'ensemble de l'utilité des publications aux fins de l'exécution des mandats des organes intergouvernementaux et des possibilités d'améliorer le rapport coût-efficacité des publications périodiques. Au paragraphe 14 de sa résolution 51/211 B, l'Assemblée a demandé de nouveau au Corps commun d'inspection d'effectuer l'étude d'ensemble en question.

122. À ses 399^e et 401^e séances, les 25 et 26 août 1997, le Comité a examiné un rapport du Corps commun d'inspection sur la question (A/51/946).

Examen de la question

123. On a estimé que les 18 recommandations faites par le Corps commun d'inspection constituaient de très utiles directives pour accroître la pertinence et l'efficacité du programme de publication des Nations Unies. Une importance particulière a été accordée aux recommandations 4 (renforcement du rôle du Comité des publications), 7 (détermination du montant des crédits nécessaires), 11 (établissement d'un système de calcul des coûts) et 18 (promotion plus active des ventes).

124. On a noté que la pratique établie au Siège voulait que les recettes de librairie servent d'abord à financer les frais connexes aux activités de vente. Le montant de ces recettes figurait dans l'un des chapitres des recettes budgétaires et était donc déduit des contributions des États Membres. Dans d'autres organismes des Nations Unies, cependant, les recettes de librairie étaient versées à un fonds spécial et les départements auteurs en percevaient un certain pourcentage. Les inspecteurs étaient d'avis que les recettes de librairie pourraient être utilisées d'une manière plus rationnelle. On a estimé que, s'il importait d'inciter à améliorer la rentabilité des activités de publication (recommandation 17), il ne s'ensuivait pas nécessairement qu'il fallait créer un fonds ou un compte autonome pour les publications. Cette question devrait être pesée avec soin par les États Membres et pourrait être examinée avec plus de profit à la Cinquième Commission.

125. Quant à la recommandation 6, les inspecteurs tenaient à mettre l'accent sur le rôle que pourrait jouer la Bibliothèque Dag Hammarskjöld s'agissant de contrôler les publications avant l'établissement des budgets-programmes. Il a été jugé regrettable que la recommandation ne précise pas en quoi les critères de contrôle des publications envisagées (concernant la question de savoir si celles-ci correspondaient bien aux mandats, si elles étaient utiles aux fins de l'exécution des mandats et si elles ne faisaient pas double emploi) étaient liés les uns aux autres ainsi qu'aux politiques suivies en matière de publication. On a considéré que le rapport présentait une image fidèle des procédures actuellement suivies au Secrétariat en matière d'administration, de gestion et d'organisation.

126. Le Corps commun d'inspection a exprimé l'espoir que si ses recommandations étaient acceptées en principe, un certain nombre d'éléments, dont la publication électronique, pourraient être ajoutés aux politiques existant en matière de publication, et que l'ensemble de ces politiques pourrait être examiné à l'avenir par la Cinquième Commission.

Conclusions et recommandations

127. Le Comité des conférences a pris note avec intérêt du rapport très fouillé établi par le Corps commun d'inspection. Ne pouvant encore prendre connaissance des observations du Secrétaire général sur le rapport, le Comité a décidé de n'approuver que les recommandations adressées directement aux organes délibérants (recommandations 1, 2, 5 et 9). Les apports des utilisateurs qui faisaient appel aux moyens technologiques modernes pourraient contribuer utilement à l'évaluation des futurs programmes de publication.

III. EXAMEN DU PROJET DE BUDGET-PROGRAMME POUR L'EXERCICE
BIENNAL 1998-1999 : SERVICES DE CONFÉRENCE

Introduction et aperçu général

128. À sa 327e séance, le 12 juin 1991, le Comité a décidé d'examiner les textes explicatifs relatifs aux services de conférence figurant dans le projet de budget-programme et de communiquer ses vues à ce sujet à l'Assemblée générale.

129. Sur la base de cette décision, le Secrétariat a présenté au Comité pour examen, lors de sa 402e séance, le 26 août 1997, les textes explicatifs relatifs aux services de conférence figurant dans le projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1998-1999 [A/52/6 (chap. 27 E)].

Conclusions et recommandations

130. Le Comité a décidé de renvoyer l'examen du projet de budget-programme pour l'exercice biennal 1998-1999 à la reprise de sa session, qui se tiendrait après qu'il aurait reçu les prévisions révisées. (Le rapport du Comité sur cette question fera l'objet d'un additif au présent rapport.)

IV. QUESTIONS D'ORGANISATION

A. Composition du Comité

131. Dans sa résolution 43/222 B du 21 décembre 1988, l'Assemblée générale a décidé de garder le Comité des conférences comme organe subsidiaire permanent. Conformément à cette résolution, le Comité était composé en 1997 des États Membres ci-après : Autriche, Bahamas, Belgique, Chili, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, France, Fidji, Gabon, Ghana, Iran (République islamique d'), Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, Lettonie, Maroc, Namibie, Népal, Saint-Vincent-et-les Grenadines et Sénégal.

B. Bureau

132. Le Comité a élu le bureau ci-après pour 1997 :

Président : M. Uldis Blukis (Lettonie)

Vice-Présidents : M. Thomas Schlesinger (Autriche)
Mme Sheila Sealy Monteith (Jamaïque)
M. Morteza Mirmohammad (République islamique d'Iran)

Rapporteur : Mme Emilia Kaukungwa (Namibie)

133. À sa session d'organisation de 1997 (397e séance), le 1er avril 1997, le Comité a décidé en principe que le Président entreprendrait des consultations officielles en vue de déterminer la composition du bureau du Comité en 1998.

C. Organisation des travaux

134. À sa 397e séance, le Comité a décidé de se réunir selon les besoins pour examiner les questions ayant trait au calendrier des conférences et au respect de ce calendrier, s'agissant notamment des demandes de dérogation au calendrier approuvé présentées entre les sessions du Comité. À la même séance, le Comité a prié le Secrétariat de lui soumettre à sa session d'organisation qui se tiendrait au début de 1998 un projet d'ordre du jour pour 1998. Le Comité s'est réuni le 16 juin 1997 (398e séance) pour examiner le projet de calendrier biennal des conférences et réunions des organes subsidiaires du Conseil économique et social pour 1998-1999. Il a tenu sa session de fond les 25, 26 et 28 août 1997 (399e à 403e séances).

D. Programme de travail

135. À sa session d'organisation de 1996, le 1er février 1996, le Comité avait demandé au Secrétariat de lui soumettre, à sa session d'organisation de 1997, un projet d'ordre du jour pour 1997, qui a été publié ultérieurement sous la cote A/AC.172/1997/L.1 et adopté par le Comité (A/AC.172/1997/1).

136. Le Directeur des services de conférence et le Secrétaire général adjoint aux affaires de l'Assemblée générale et aux services de conférence ont pris la parole devant le Comité, respectivement, à la séance d'ouverture de la session d'organisation et à celle de la session de fond.

137. À l'occasion d'une télé-réunion officielle, le 26 août 1997, les membres du Comité ont tenu des consultations simultanées avec les services de conférence (Siège, Genève, Vienne et Nairobi).

V. TRAVAUX DU COMITÉ AU COURS DE LA CINQUANTE ET UNIÈME SESSION
DE L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE (17 SEPTEMBRE-20 DÉCEMBRE 1996)

138. Le Comité des conférences a tenu sa 396e séance le 19 septembre 1996, conformément à une demande formulée à la 391e séance tendant à ce que le Secrétariat présente un rapport sur tous les organes qui étaient généralement autorisés à se réunir ailleurs qu'à leur siège, ce qui allait à l'encontre des dispositions de la résolution 40/243 de l'Assemblée générale, en date du 18 décembre 1985, rapport qui serait examiné par le Comité pendant la partie principale de la cinquante et unième session de l'Assemblée. Les travaux du Comité sur cette question sont présentés dans son rapport à l'Assemblée générale à sa cinquante et unième session⁴.

139. Le Comité a par ailleurs été saisi de la demande suivante :

<u>Comité</u>	<u>Demande</u>	<u>Suite donnée</u>
Comité préparatoire pour la création d'une cour criminelle internationale	Tenir sa cinquième session au Siège pendant la cinquante-deuxième session de l'Assemblée générale	A recommandé à l'Assemblée générale d'accorder une dérogation au paragraphe 7 de la section I de la résolution 40/243, et, partant, d'autoriser le Comité à se réunir au Siège pendant la cinquante-deuxième session de l'Assemblée.

Notes

¹ Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante et unième session, Supplément No 32 (A/51/32 et Corr.1 et Add.1 et 2), annexe.

² Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquantième session, Supplément No 32 (A/50/32).

³ Ibid., cinquante et unième session, Supplément No 32 et rectificatif (A/51/32 et Corr.1).

⁴ Ibid., par. 8 à 25.

ANNEXES

Notes explicatives

Les abréviations suivantes sont employées dans les annexes :

Dans la colonne "Organe"

AIEA	Agence internationale de l'énergie atomique
CEA	Commission économique pour l'Afrique
CEE	Commission économique pour l'Europe
CEPALC	Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes
CESAO	Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale
CESAP	Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique
CFPI	Commission de la fonction publique internationale
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
CNUDCI	Commission des Nations Unies pour le droit commercial international
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FIDA	Fonds international de développement agricole
FMI	Fonds monétaire international
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
INSTRAW	Institut international de recherche et de formation pour la promotion de la femme
OACI	Organisation de l'aviation civile internationale
OIT	Organisation internationale du Travail
OMI	Organisation maritime internationale
OMM	Organisation météorologique mondiale
OMPI	Organisation mondiale de la propriété intellectuelle
OMS	Organisation mondiale de la santé
ONG	Organisation non gouvernementale
ONUDI	Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
UIT	Union internationale des télécommunications
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNITAR	Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche
UNRWA	Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient
UNU	Université des Nations Unies
UPU	Union postale universelle

Dans la colonne "Membres"

G	Gouvernements
E	Experts
ST	Secrétariat ou secrétariats

Dans la colonne "Services à assurer"

I	Interprétation
T	Traduction
PV	Procès-verbaux
SR	Comptes rendus analytiques
TNE	Transcriptions non éditées d'enregistrements sonores

ANNEXE I

Projet de calendrier des conférences et réunions de l'Organisation des Nations Unies pour 1998

(Au 26 août 1997)

Organe	Dates (1998)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a			Fréquence
1. Comité d'état-major [Charte]	2 janvier, puis une fois tous les 15 jours	New York	5 G	I (ACFR)	T	PV	Un vendredi sur deux
2. Comité des droits de l'enfant, dix-septième session [résolutions 44/25, 47/112 et 49/211 de l'Assemblée générale]	5-23 janvier	Genève	10 E	I (AArCEFR)	T	SR	Trois sessions par an
3. Comité de la planification du développement — Groupe de travail II [résolutions 1079 (XXXIX) et 1625 (LI) du Conseil économique et social]	12-14 janvier	New York	24 E	I (AArCEFR)	T	—	Une session par an
4. Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes — Groupe de travail de présession [résolutions 45/124, 47/94 et 51/68 de l'Assemblée générale]	12-16 janvier	New York	5 E	I (AArCEFR)	T	—	Deux sessions par an
5. Groupe d'experts des Nations Unies pour les noms géographiques, dix-neuvième session [résolutions 715 A (XXVII) et 1314 (XLIV) du Conseil économique et social]	12 et 23 janvier	New York	80 E	I (AArCEFR)	T	—	
6. Septième Conférence des Nations Unies sur la normalisation des noms géographiques [décision 1993/226 du Conseil économique et social]	13-22 janvier	New York	193 G	I (AArCEFR)	T	—	
7. États parties à la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination raciale, 17e réunion [résolution 2106 (XX) de l'Assemblée générale]	14 janvier	New York	148 G	I (AArCEFR)	T	SR	Une session tous les deux ans
8. Conseil d'administration du PNUD et du FNUAP, première session ordinaire [résolutions 2029 (XX) et 48/162 de l'Assemblée générale]	19-23 janvier	New York	36 G	I (AArCEFR)	T	—	

Organe	Dates (1998)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a			Fréquence
9. Commission des droits de l'homme — Groupe de travail chargé d'élaborer un projet de protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la participation des enfants aux conflits armés [décision 1997/281 du Conseil économique et social]	19-30 janvier	Genève	53 G	I (AArCEFR)	T	—	
10. CNUDCI — Groupe de travail sur le commerce électronique, trente-deuxième session [résolution 2928 (XXVII) de l'Assemblée générale]	19-30 janvier	Vienne	36 G	I (AArCEFR)	T	—	Deux sessions par an
11. Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, dix-huitième session [résolutions 34/180 et 51/68 de l'Assemblée générale]	19 janvier-6 février	New York	23 E	I (AArCEFR)	T	SR	Deux sessions par an
12. Conférence du désarmement, première partie [résolutions 1722 (XVI), S-10/2 et 34/83 L de l'Assemblée générale]	19 janvier/27 mars	Genève	61 G	I (AArCEFR)	T	PV	Une session en trois parties par an
13. Conseil économique et social — Élection du Bureau [Charte]	22 janvier	New York	54 G	I (AArCEFR)	T	SR	
14. UNICEF — Conseil d'administration, première session ordinaire [résolutions 57 (I) et 48/162 de l'Assemblée générale]	26-30 janvier	New York	36 G	I (AArCEFR)	T	—	
15. Comité des droits de l'enfant — Groupe de travail de présession [résolutions 44/25, 47/112 et 49/211 de l'Assemblée générale]	26-30 janvier	Genève	5 E	I (AArCEFR)	T	—	Trois sessions par an
16. Groupe spécial d'États parties à la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction [résolution 49/86 de l'Assemblée générale]	Janvier (2 semaines)	Genève	139 G	I (AArCEFR)	T	—	
17. Comité chargé des organisations non gouvernementales, reprise de la session de 1997 [décision 1997/296 du Conseil économique et social]	Janvier (1 semaine)	New York	19 G	I (AArCEFR)	T	—	

Organe	Dates (1998)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a			Fréquence
18. Commission des stupéfiants — Réunion des chefs des services de répression compétents en matière de drogue des pays de la région africaine [résolution 1985/11 du Conseil économique et social]	Janvier (1 semaine)	Addis-Abeba	53 G	I (AArF)	T	—	
19. Comité des pensions du personnel de l'Organisation des Nations Unies [résolution 248 (III) de l'Assemblée générale]	Janvier (1 séance)	New York	12 E	—	—	—	Trois sessions d'une séance chacune par an
20. Conseil consultatif pour les questions de désarmement [résolution 37/99 K de l'Assemblée générale]	Janvier/février (4 jours)	New York	25 E	I (AArCEFR)	T	—	Deux sessions par an
21. Comité du Prix des Nations Unies en matière de population [résolution 36/201 de l'Assemblée générale]	Janvier/février (2 jours)	New York	10 G	I (AEF)	T	—	Une session par an
22. Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux [résolution 1654 (XVI) de l'Assemblée générale]	Janvier/février (selon les besoins)	New York	25 G	I (AArCEFR)	T	SR ^b	
23. Commission des droits de l'homme — Groupe de travail chargé d'élaborer un projet de protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie impliquant des enfants [décision 1997/281 du Conseil économique et social]	2-13 février	Genève	53 G	I AArCEFR)	T	—	
24. Conseil économique et social, session d'organisation [Charte]	3-6 février	New York	54 G	I (AArCEFR)	T	SR	Une session par an
25. Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires [résolution 173 (II) de l'Assemblée générale]	3 février-31 mars	New York	16 E	I (AArCEFR)	T	—	Trois sessions par an

Organe	Dates (1998)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a			Fréquence
26. CNUCED — Réunion d'experts organisée dans le cadre de la Commission de l'investissement, de la technologie et des questions financières connexes [décision du Conseil du commerce et du développement à sa treizième réunion directive (8 juillet 1996) et résolution 51/167 de l'Assemblée générale]	9-13 février (3 jours)	Genève	16 E	I (AArCEFR)	T	—	
27. Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique — Sous-Comité scientifique et technique, trente-cinquième session [résolution 1472 A (XIV) de l'Assemblée générale]	9-20 février	Vienne	61 G	I (AArCEFR)	T	—	Une session par an
28. Commission de statistique — Groupe de travail des programmes statistiques internationaux et de la coordination, dix-neuvième session [résolution 1306 (XLIV) du Conseil économique et social]	10-13 février	New York	10-12 G	I (AArCEFR)	T	—	Une session tous les deux ans
29. Commission du développement social, trente-sixième session [résolutions 10 (II), 1139 (XLI) et 1996/7 du Conseil économique et social]	10-20 février	New York	46 G	I (AArCEFR)	T	—	Une session par an
30. Commission des droits de l'homme — Groupe de travail sur les migrants et les droits de l'homme [décision 1997/243 du Conseil économique et social]	16-20 février	Genève	5 E	I (AArCEFR)	T	—	
31. CNUCED — Groupe de travail sur le plan à moyen terme et le budget-programme, trente et unième session, [résolution 114 (V) de la CNUCED et décision 156 (XVII) du Conseil du commerce et du développement]	16-20 février	Genève	^c	I (AArCEFR)	T	—	Une ou deux sessions par an
32. INSTRAW — Conseil d'administration, dix-huitième session [résolutions 33/187 et 34/157 de l'Assemblée générale]	16-20 février	Saint-Domingue	11 E	I (AEF)	T	—	Une session par an

Organe	Dates (1998)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a			Fréquence
33. Réunion des États parties à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, dixième session [résolution 34/180 de l'Assemblée générale]	17 février	New York	160 G	I (AArCEFR)	T	—	Une session tous les deux ans
34. Comité spécial créé par la résolution 51/210 de l'Assemblée générale	17 février-6 mars	New York	185 G	I (AArCEFR)	T	—	
35. Commission de la population et du développement, trente et unième session [résolutions 150 (VII), 87 (LVIII) et 1986/7 du Conseil économique et social]	23-27 février	New York	47 G	I (AArCEFR)	T	—	Une session par an
36. Commission des droits de l'homme — Groupe de travail à composition non limitée chargé d'étudier la question d'un projet de déclaration sur le droit et la responsabilité des individus, groupes et organes de la société de promouvoir et de protéger les droits de l'homme et les libertés fondamentales universellement reconnus [résolution 1997/51 du Conseil économique et social]	23 février-4 mars	Genève	53 G	I (AArCEFR)	T	—	
37. Commission des droits de l'homme — Groupe de travail à composition non limitée chargé d'élaborer des principes directeurs sur la question des effets des programmes d'ajustement structurel sur la jouissance effective des droits de l'homme [décision 1997/283 du Conseil économique et social]	Février (1 semaine)	Genève	53 G	I (AArCEFR)	T	—	
38. Consultations entre le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien et des représentants des comités de coordination des ONG sur la question de Palestine [résolution 51/23 de l'Assemblée générale]	Février (2 jours)	New York	12 E	I (AArEF)	T	—	
39. Comité des placements [résolution 284 (III) de l'Assemblée générale]	Février (1 jour)	New York	9 E	—	—	—	Quatre ou cinq réunions par an

Organe	Dates (1998)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a			Fréquence
40. CNUCED — Réunion d'experts organisée dans le cadre de la Commission des entreprises, de la facilitation du commerce et du développement [décision du Conseil du commerce et du développement à sa treizième réunion directive (8 juillet 1996) et résolution 51/167 de l'Assemblée générale]	2-6 mars (3 jours)	Genève	À déterminer	I (AARCEFR)	T	—	
41. Commission de la condition de la femme, quarante-deuxième session [résolutions 11 (II), 1147 (XLI) et 1987/21 du Conseil économique et social]	2-13 mars	New York	45 G	I (AARCEFR)	T	—	Une session par an
42. Commission de la condition de la femme — Groupe de travail de session à composition non limitée chargé d'élaborer un projet de protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes [décision 1997/227 du Conseil économique et social]	2-13 mars	New York	185 G	I (AARCEFR)	T	—	
43. CNUDCI — Groupe de travail des pratiques en matière de contrats internationaux, vingt-huitième session [résolution 33/92 de l'Assemblée générale]	2-13 mars	New York	36 G	I (AARCEFR)	T	—	Deux sessions par an
44. Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, cinquante-deuxième session [résolution 2106 A (XX) de l'Assemblée générale]	2-20 mars	Genève	18 E	I (ACEFR)	T	SR	Deux sessions par an
45. Commission des droits de l'homme — Groupe de travail des situations [résolution 1990/41 du Conseil économique et social]	9-13 mars	Genève	5 E	I (ACEFR)	T	—	Une session par an
46. Comité des ressources naturelles, quatrième session [décisions 1992/218 et 1993/302 du Conseil économique et social]	10-19 mars	New York	24 E	I (AARCEFR)	T	—	Une session tous les deux ans

Organe	Dates (1998)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a			Fréquence
47. Commission des stupéfiants, quarante et unième session [résolutions 9 (I) et 1991/39 du Conseil économique et social]	11-13 mars	Vienne	53 G	I (AArCEFR)	T	—	Une session par an
48. Comité plénier de la Commission des stupéfiants [résolution 1991/39 du Conseil économique et social]	11-13 mars	Vienne	53 G	I (AArCEFR)	T	—	Une session par an
49. Conseil d'administration du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage, quatrième session [résolution 46/122 de l'Assemblée générale]	16-18 mars	Genève	5 E	I (AEFR)	T	—	Une session par an
50. Comité des droits de l'homme — Groupe de travail des communications [résolution 2200 A (XXI) de l'Assemblée générale]	16-20 mars	New York	9 E	I (AEFR)	T	—	Trois sessions par an
51. Deuxième réunion de la Commission des stupéfiants constituée en Comité préparatoire de la session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à la lutte contre la drogue [résolution 51/64 de l'Assemblée générale]	16-20 mars	Vienne	193 G	I (AArCEFR)	T	—	
52. Comité préparatoire pour la création d'une Cour criminelle internationale, sixième session [résolution 51/207 de l'Assemblée générale]	16 mars-3 avril	New York	185 G	I (AArCEFR)	T	—	
53. Commission des droits de l'homme, cinquante-quatrième session [résolution 9 (II) du Conseil économique et social]	16 mars-24 avril	Genève	53 G	I (AArCEFR)	T	SR	Une session par an
54. Comité des sources d'énergie nouvelles et renouvelables et de l'énergie pour le développement, troisième session [décision 1992/218 du Conseil économique et social]	23 mars-3 avril	New York	24 E	I (AArCEFR)	T	—	Une session tous les deux ans
55. Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique — Sous-Comité juridique, trente-septième session [résolution 1472 (XIV) de l'Assemblée générale]	23 mars-3 avril	Vienne	61 G	I (AArCEFR)	T	TNE	Une session par an

Organe	Dates (1998)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a			Fréquence
56. Comité des droits de l'homme, soixante-deuxième session [résolution 2200 A (XXI) de l'Assemblée générale]	23 mars-9 avril	New York	18 E	I (AArCEFR)	T	SR	Trois sessions par an
57. UNICEF — Conseil d'administration, deuxième session ordinaire [résolutions 57 (I) et 48/162 de l'Assemblée générale]	24-25 mars	New York	36 G	I (AArCEFR)	T	—	
58. Conseil consultatif du Fonds des Nations Unies pour la Décennie internationale des populations autochtones [résolution 48/163 de l'Assemblée générale]	25-27 mars	Genève	10 E	I (AE)	T	—	
59. Conseil d'administration du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les populations autochtones [résolution 40/131 de l'Assemblée générale]	30 mars-3 avril	Genève	5 E	I (AEFR)	T	—	Une session par an
60. CNUCED — Réunion d'experts organisée dans le cadre de la Commission de l'investissement, de la technologie et des questions financières connexes [décision du Conseil du commerce et du développement à sa treizième réunion directive (8 juillet 1996) et résolution 51/167 de l'Assemblée générale]	30 mars-3 avril (3 jours)	Genève	16 E	I (AArCEFR)	T	—	
61. Groupe spécial des États parties à la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction, dixième session [résolution 49/86 de l'Assemblée générale]	Mars (2 semaines)	Genève	139 G	I (AArCEFR)	T	—	
62. UNITAR — Conseil d'administration, trente-sixième session, première partie [résolutions 1934 (XVIII) et 47/227 de l'Assemblée générale]	Mars (2 ou 3 jours)	Genève	28 E	I (AArEFR)	T	—	Une session en deux parties par an
63. Comité spécial des opérations de maintien de la paix et son groupe de travail, session de fond [résolution 48/42 de l'Assemblée générale]	Mars/avril (4 semaines)	New York	À déterminer	I (AArCEFR)	T	—	Une session par an

Organe	Dates (1998)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a			Fréquence
64. Comité des pensions du personnel de l'Organisation des Nations Unies [résolution 248 (III) de l'Assemblée générale]	Mars/avril (1 séance)	New York	12 E	—	—	—	Trois sessions d'une séance chacune par an
65. CESAP, cinquante-quatrième session [résolutions 37 (IV), 69 (V) et 723 B (XXVIII) du Conseil économique et social]	Mars/avril	Bangkok	51 G	I (ACFR)	T	—	Une session par an
66. Commission des stupéfiants — Sous-Commission du trafic illicite des drogues et des problèmes apparentés pour le Proche et le Moyen-Orient [résolution 1776 (LIV) du Conseil économique et social]	Premier trimestre (1 semaine)	Une des capitales de la région	24 G	I (AArR)	T	—	Une session par an
67. Commission du développement durable, sixième session [décision 1993/207 du Conseil économique et social]	13 avril-1er mai	New York	53 G	I (AArCEFR)	T	—	Une session par an
68. CEE, cinquante-troisième session [résolution 36 (IV) du Conseil économique et social]	20-23 avril	Genève	55 G	I (AFR)	T	—	Une session par an
69. Conseil d'administration du PNUD et du FNUAP, deuxième session ordinaire [résolutions 2029 (XX) et 48/162 de l'Assemblée générale]	20-24 avril	New York	36 G	I (AArCEFR)	T	—	
70. CNUCED — Réunion d'experts organisée dans le cadre de la Commission des entreprises, de la facilitation du commerce et du développement [décision du Conseil du commerce et du développement à sa treizième réunion directive (8 juillet 1996) et résolution 51/167 de l'Assemblée générale]	20-24 avril (3 jours)	Genève	À déterminer	I (AArCEFR)	T	—	
71. CFPI, quarante-septième session [résolution 3357 (XXIX) de l'Assemblée générale]	20 avril-15 mai	Rome (Siège de la FAO)	15 E	I (AArCEFR)	T	—	Deux sessions par an
72. Commission pour la prévention du crime et de la justice pénale, septième session [résolution 1992/1 du Conseil économique et social]	21-30 avril	Vienne	40 G	I (AArCEFR)	T	—	Une session par an

Organe	Dates (1998)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a			Fréquence
73. Commission pour la prévention du crime et de la justice pénale (réunions en parallèle pour des consultations officielles et groupes de travail à composition non limitée) [décision 1997/232 du Conseil économique et social]	21-30 avril (12 réunions)	Vienne	40 G	I (AArCEFR)	T	—	
74. Comité préparatoire de la Conférence des Parties chargée de l'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, qui se tiendra en l'an 2000, deuxième session [résolution 51/45 A de l'Assemblée générale]	27 avril-8 mai	Genève	185 G	I (AArCEFR)	T	SR*	
75. Comité des droits économiques, sociaux et culturels, dix-huitième session [résolutions 1982/33, 1985/17 et 1995/39 du Conseil économique et social]	27 avril-15 mai	Genève	18 E	I (AArEFR)	T	SR	Deux sessions par an
76. Comité préparatoire de la quatrième Conférence des Parties chargée de l'examen du Traité interdisant de placer des armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive sur le fond des mers et des océans ainsi que dans leur sous-sol [Document final de la troisième Conférence des États parties au Traité]	Avril (1 semaine)	Genève	89 G	I (AArCEFR)	T	—	
77. Comité préparatoire de la Conférence annuelle des Hautes Parties contractantes au Protocole II, tel que modifié, à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination [Document final de la Conférence d'examen des États parties à la Convention]	Avril (1 semaine)	Genève	60 G	I (AArCEFR)	T	—	

* L'établissement de comptes rendus analytiques ne pourra être assuré que pour la séance d'ouverture, les séances consacrées au débat général et la séance de clôture du Comité.

Organe	Dates (1998)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a			Fréquence
78. Comité administratif de coordination, première session ordinaire [résolution 13 (III) du Conseil économique et social]	Avril (2 jours)	Genève	26 ST	I (AF)	T	—	Deux sessions par an
79. Commission du désarmement [résolution S-10/2 de l'Assemblée générale]	Avril-mai (3 à 4 semaines)	New York	185 G	I (AArCEFR)	T	PV	Une session par an
80. CEPALC, vingt-septième session [résolution 106 (VI) et décision 1985/188 du Conseil économique et social et recommandation 465 (XX) de la CEPALC]	Avril/mai	Aruba	41 G	I (AEF)	T	—	Une session tous les deux ans
81. Comité de la planification du développement, trente-deuxième session [résolutions 1079 (XXXIX) et 1625 (LI) du Conseil économique et social]	4-8 mai	New York	24 E	I (AArCEFR)	T	—	Une session par an
82. Quatorzième Réunion d'experts chargée d'examiner le Programme d'administration et de finances publiques de l'Organisation des Nations Unies [décision 1989/114 du Conseil économique et social]	4-12 mai	New York	25 E	I (AArCEFR)	T	—	
83. Comité contre la torture, vingtième session [résolution 39/46 A de l'Assemblée générale]	4-15 mai	Genève	10 E	I (AEFR)	T	SR	Deux sessions par an
84. Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires [résolution 173 (II) de l'Assemblée générale]	5 mai-17 juillet	New York (Genève/Vienne/ commission régionale/ mission de maintien de la paix)	16 E	I (AArCEFR)	T	—	Trois sessions par an
85. Conseil économique et social, reprise de la session d'organisation [Charte]	7-8 mai	New York	54 G	I (AArCEFR)	T	SR	
86. Commission des droits de l'homme — Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires, cinquante-quatrième session [décision 1995/266 du Conseil économique et social]	11-15 mai	New York	5 E	I (AArEF)	T	—	

Organe	Dates (1998)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a			Fréquence
87. Commission des droits de l'homme — Groupe de travail sur la détention arbitraire, vingt et unième session [décision 1997/260 du Conseil économique et social]	11-15 mai	Genève	5 E	I (AEF)	T	—	
88. Conseil d'administration du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture, dix-septième session [résolution 36/151 de l'Assemblée générale]	11-22 mai	Genève	5 E	I (AEF)	T	—	Une session par an
89. Conférence du désarmement, deuxième partie [résolutions 1722 (XVI), S-10/2 et 34/83 L de l'Assemblée générale]	11 mai-26 juin	Genève	40 G	I (AArCEFR)	T	PV	Une session en trois parties par an
90. Réunion des États parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer [résolutions 37/66 et 49/28 de l'Assemblée générale]	18-22 mai	New York	111 G	I (AArCEFR)	T	—	
91. Comité des droits économiques, sociaux et culturels — Groupe de travail de présession [résolutions 1982/33, 1985/17 et 1995/39 du Conseil économique et social]	18-22 mai	Genève	5 E	I (AEFR)	T	—	Deux sessions par an
92. CNUCED — Réunion d'experts organisée dans le cadre de la Commission de l'investissement, de la technologie et des questions financières connexes [décision du Conseil du commerce et du développement à sa treizième réunion directive (8 juillet 1996) et résolution 51/167 de l'Assemblée générale]	18-22 mai (3 jours)	Genève	16 E	I (AArCEFR)	T	—	
93. Organe international de contrôle des stupéfiants, soixante-quatrième session [Convention unique sur les stupéfiants de 1961, art. 11]	18-29 mai	Vienne	13 E	I (AArEFR)	T	—	Deux ou trois sessions par an
94. Comité des droits de l'enfant, dix-huitième session [résolutions 44/25, 47/112 et 49/211 de l'Assemblée générale]	18 mai-5 juin	Genève	10 E	I (AArCEFR)	T	SR	Trois sessions par an

Organe	Dates (1998)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a			Fréquence
95. Comité de l'information, vingtième session [résolution 33/115 C de l'Assemblée générale]	Mai (2 semaines)	New York	89 G	I (AArCEFR)	T	—	Une session par an
96. Comité du programme et de la coordination, session d'organisation [résolution 2008 (LX) du Conseil économique et social et résolution 31/93 de l'Assemblée générale]	Mai (1 jour)	New York	34 G	I (AArCEFR)	T	—	Une session par an
97. Comité des placements [résolution 248 (III) de l'Assemblée générale]	Mai (1 jour)	New York	9 E	—	—	—	Quatre ou cinq réunions par an
98. Séminaire régional sur la Décennie internationale de l'élimination du colonialisme [résolution 46/181 de l'Assemblée générale]	Mai	À déterminer	6 E	I (AF)	T	—	
99. Commission des droits de l'homme — Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités — Groupe de travail sur les formes contemporaines d'esclavage [décision 16 (LVI) du Conseil économique et social]	Mai/juin (8 jours)	Genève	5 E	I (AEFR)	T	—	Une session par an
100. Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies — Comité d'actuaire [résolution 1561 (XV) de l'Assemblée générale, art. XXIX]	Mai/juin (1 semaine)	New York	5 E	I (AR)	T	—	Une session par an
101. UNICEF — Conseil d'administration, session annuelle [résolutions 57 (I) et 48/162 de l'Assemblée générale]	1er-5 juin	New York	36 G	I (AArCEFR)	T	—	Une session par an
102. Commission des Nations Unies pour le droit commercial international, trente et unième session [résolution 2205 (XXI) de l'Assemblée générale]	1er-12 juin	New York	36 G	I (AArCEFR)	T	SR	Une session par an
103. CNUCED — Réunion d'experts organisée dans le cadre de la Commission du commerce des biens et services, et des produits de base [décision du Conseil du commerce et du développement à sa treizième réunion directive (8 juillet 1996) et résolution 51/167 de l'Assemblée générale]	2-5 juin (3 jours)	Genève	À déterminer	I (AArCEFR)	T	—	

Organe	Dates (1998)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a			Fréquence
104. Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, quarante et unième session [résolution 1472 A (XIV) de l'Assemblée générale]	3-12 juin	Vienne	61 G	I (AArCEFR)	T	PV*	Une session par an
105. Comité des droits de l'enfant — Groupe de travail de présession [résolutions 44/25, 47/112 et 49/211 de l'Assemblée générale]	8-12 juin	Genève	5 E	I (AArCEFR)	T	—	Trois sessions par an
106. Conseil d'administration du PNUD et du FNUAP, session annuelle [résolutions 2029 (XX) et 48/162 de l'Assemblée générale]	8-19 juin	Genève	36 G	I (AArCEFR)	T	—	Une session par an
107. Comité des contributions, cinquante-huitième session [résolution 173 (II) de l'Assemblée générale]	8-26 juin	New York	18 E	I (AArCEFR)	T	—	Une session par an
108. Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants, quarante-septième session [résolution 913 (X) de l'Assemblée générale]	15-19 juin	Vienne	21 G	I (ACEFR)	T	—	Une session par an
109. Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, dix-neuvième session [résolutions 34/180 et 51/68 de l'Assemblée générale]	15 juin-2 juillet	New York	23 E	I (AArCEFR)	T	SR	Deux sessions par an
110. CNUCED — Réunion d'experts organisée dans le cadre de la Commission des entreprises, de la facilitation du commerce et du développement [décision du Conseil du commerce et du développement à sa treizième réunion directive (8 juillet 1996) et résolution 51/167 de l'Assemblée générale]	22-26 juin (3 jours)	Genève	À déterminer	I (AArCEFR)	T	—	

* Dans sa résolution 51/123 du 13 décembre 1996, l'Assemblée générale a noté avec satisfaction que, conformément au paragraphe 11 de sa résolution 50/27, les délibérations du Comité lors de sa trente-neuvième session ont été consignées sous forme de transcriptions non éditées au lieu de procès-verbaux, et que le Comité évaluerait l'utilisation de telles transcriptions lors de sa quarantième session, pour pouvoir rendre compte à l'Assemblée générale, à sa cinquante-deuxième session, des résultats de cette expérience.

Organe	Dates (1998)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a			Fréquence
111. Comité des commissaires aux comptes [résolution 74 (I) de l'Assemblée générale]	29 juin-1er juillet	New York	3 E	—	—	—	Une session par an
112. Conseil d'administration du Fonds de contributions volontaires pour la coopération technique dans le domaine des droits de l'homme, neuvième session [décision 1993/283 du Conseil économique et social]	29 juin-1er Juillet	Genève	5 E	I (AF)	T	—	Deux sessions par an
113. CNUDCI — Groupe de travail sur le commerce électronique, trente-troisième session [résolution 2928 (XXVII) de l'Assemblée générale]	29 juin-10 juillet	New York	36 G	I (AArCEFR)	T	—	Deux sessions par an
114. Comité d'experts en matière de transport des marchandises dangereuses — Sous-Comité d'experts en matière de transport des marchandises dangereuses, quinzième session [résolution 1989/104 du Conseil économique et social]	29 juin-10 juillet	Genève	21 G	I (ACEFR)	T	—	Une ou deux sessions par an
115. Assemblée générale, session extraordinaire consacrée à la lutte contre la drogue [résolution 51/64 de l'Assemblée générale]	Juin (3 jours)	New York	185 G	I (AArCEFR)	T	PV	
116. Colloque des ONG d'Amérique du Nord sur la question de Palestine organisé par l'ONU [résolution 51/23 de l'Assemblée générale]	Juin (3 jours)	New York	6 E	I (AArEF)	T	—	
117. Comité chargé des organisations non gouvernementales [résolution 1996/31 du Conseil économique et social]	Juin (1 jour)	New York	19 G	I (AArCEFR)	T	—	
118. Tribunal administratif des Nations Unies [résolution 351 A (IV) de l'Assemblée générale]	Juin/juillet (5 semaines)	Genève	7 E	I (AF)	T	PV ^d	Deux sessions par an
119. Comité du programme et de la coordination, trente-huitième session, première partie [résolution 2008 (LX) du Conseil économique et social et résolution 31/93 de l'Assemblée générale]	Juin/juillet (4 semaines)	New York	34 G	I (AArCEFR)	T	—	Une session par an

Organe	Dates (1998)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a			Fréquence
120. Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, quarante-huitième session [résolutions 248 (III) et 46/220 de l'Assemblée générale]	Juin/juillet (2 semaines)	À déterminer	33 E	I (AF)	T	—	Une session tous les deux ans
121. Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux [résolution 1654 (XVI) de l'Assemblée générale]	Juin/juillet (6 à 8 séances par semaine, 30 séances au maximum)	New York	25 G	I (AArCEFR)	T	SR ^b	
122. Conseil consultatif pour les questions de désarmement [résolution 37/99 K de l'Assemblée générale]	Juin/juillet (4 jours)	New York	25 E	I (AArCEFR)	T	—	Deux sessions par an
123. Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies — Comité permanent [résolution 248 (III) de l'Assemblée générale]	Juin/juillet (1 jour)	À déterminer	15 E	I (AF)	T	—	Une session par an
124. Commission sur les limites du plateau continental, deuxième session [art. 2 5) de l'annexe II de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer]	Deuxième trimestre (1 à 2 semaines)	New York	21 E	I (AArCEFR)	T	—	
125. Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes — Groupe de travail de présession [résolutions 45/124, 47/94 et 51/68 de l'Assemblée générale]	6-10 juillet	New York	5 E	I (AArCEFR)	T	—	Deux sessions par an
126. Comité des droits de l'homme — Groupe de travail chargé d'examiner les communications [résolution 2200 A (XXI) de l'Assemblée générale]	6-10 juillet	Genève	9 E	I (ACEFR)	T	—	Trois sessions par an
127. Conseil économique et social, session de fond [Charte]	6-31 juillet	New York	54 G	I (AArCEFR)	T	SR	Une session par an

Organe	Dates (1998)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a			Fréquence
128. CNUCED — Réunion d'experts organisée dans le cadre de la Commission du commerce des biens et services, et des produits de base [décision du Conseil du commerce et du développement à sa treizième réunion directive (8 juillet 1996) et résolution 51/167 de l'Assemblée générale]	13-17 juillet	Genève	À déterminer	I (AArCEFR)	T	—	
129. Comité des droits de l'homme, soixantième session [résolution 2200 A (XXI) de l'Assemblée générale]	13-31 juillet	Genève	18 E	I (AArEFR)	T	SR	Trois sessions par an
130. CFPI, quarante-huitième session [résolution 3357 (XXIX) de l'Assemblée générale]	20-31 juillet	New York	15 E	I (AEFR)	T	—	Deux sessions par an
131. Commission des droits de l'homme — Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités — Groupe de travail chargé d'examiner les communications [résolution 1503 (XLVIII) du Conseil économique et social]	20-31 juillet	Genève	5 E	I (ACEFR)	T	—	Une session par an
132. Commission des droits de l'homme — Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités — Groupe de travail sur les populations autochtones [résolution 1982/34 du Conseil économique et social]	27-31 juillet	Genève	5 E	I (ACEFR)	T	—	Une session par an
133. Conférence du désarmement, troisième partie [résolutions 1722 (XVI), S-10/2 et 34/83 L de l'Assemblée générale]	27 juillet-9 septembre	Genève	61 G	I (AArCEFR)	T	PV	Une session en trois parties par an
134. Groupe spécial des États parties à la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction, onzième session [résolution 49/86 de l'Assemblée générale]	Juillet (2 semaines)	Genève	139 G	I (AArCEFR)	T	—	
135. Comité des placements [résolution 248 (III) de l'Assemblée générale]	Juillet (1 jour)	New York	9 E	—	—	—	Quatre ou cinq réunions par an

Organe	Dates (1998)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a			Fréquence
136. Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, cinquante-troisième session [résolution 2106 A (XX) de l'Assemblée générale]	3-21 août	Genève	18 E	I (ACEFR)	T	SR	Deux sessions par an
137. Commission des droits de l'homme — Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, cinquantième session [résolution 9 (II) du Conseil économique et social]	3-28 août	Genève	26 E	I (AARCEFR)	T	SR	Une session par an
138. Commission des droits de l'homme — Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires, cinquante-cinquième session [décision 1995/266 du Conseil économique et social]	17-21 août	Genève	5 E	I (AARCF)	T	—	
139. Comité du programme et de la coordination, trente-huitième session, deuxième partie [résolution 2008 (LX) du Conseil économique et social et résolution 31/93 de l'Assemblée générale]	Août/septembre (2 semaines)	New York	34 G	I (AARCEFR)	T	—	Une session par an
140. Réunion internationale des ONG sur la question de Palestine organisée par l'ONU [résolution 51/23 de l'Assemblée générale]	Août/septembre (3 jours)	Genève ou Vienne	15 E	I (AARCF)	T	—	
141. CNUCED — Réunion d'experts organisée dans le cadre de la Commission du commerce des biens et services, et des produits de base [décision du Conseil du commerce et du développement à sa treizième réunion directive (8 juillet 1996) et résolution 51/167 de l'Assemblée générale]	1er-3 septembre	Genève	À déterminer	I (AARCEFR)	T	—	
142. CNUCED — Groupe de travail sur le plan à moyen terme et le budget-programme, trente-deuxième session [résolution 114 (V) de la CNUCED et décision 156 (XVII) du Conseil du commerce et du développement]	7-9 septembre	Genève	^c	I (AARCEFR)	T	—	Une ou deux sessions par an

Organe	Dates (1998)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a			Fréquence
143. CNUCED — Réunion d'experts organisée dans le cadre de la Commission de l'investissement, de la technologie et des questions financières connexes [décision du Conseil du commerce et du développement à sa treizième réunion directive (8 juillet 1996) et résolution 51/167 de l'Assemblée générale]	8-10 septembre	Genève	16 E	I (AArCEFR)	T	—	
144. UNICEF — Conseil d'administration, troisième session ordinaire [résolutions 57 (I) et 48/162 de l'Assemblée générale]	8-11 septembre	New York	36 G	I (AArCEFR)	T	—	
145. Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires [résolution 173 (II) de l'Assemblée générale]	8 septembre- 22 décembre	New York	16 E	I (AArCEFR)	T	—	Trois sessions par an
146. Dix-huitième réunion des États parties au Pacte international relatif aux droits civils et politiques [résolution 2200 A (XXI) de l'Assemblée générale]	10 septembre	New York	138 G	I (AArEF)	T	SR	Une session tous les deux ans
147. Conseil d'administration du PNUD et du FNUAP, troisième session ordinaire [résolutions 2029 (XX) et 48/162 de l'Assemblée générale]	14-18 septembre*	New York	36 G	I (AArCEFR)	T	—	
148. CNUCED — Commission de l'investissement, de la technologie et des questions financières connexes, troisième session [décision du Conseil du commerce et du développement à sa treizième réunion directive (8 juillet 1996) et résolution 51/167 de l'Assemblée générale]	14-18 septembre	Genève	^c	I (AArCEFR)	T	—	
149. Commission des droits de l'homme — Groupe de travail sur la détention arbitraire, vingt-deuxième session [décision 1997/260 du Conseil économique et social]	14-18 septembre	Genève	5 E	I (AEF)	T	—	

* Sous réserve de l'approbation de l'Assemblée générale.

Organe	Dates (1998)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a			Fréquence
150. Commission des stupéfiants — Réunion des chefs de service nationaux de répression en matière de drogues pour la région de l'Europe [résolution 1993/36 du Conseil économique et social]	14-18 septembre	Vienne	55 G	I (AFR)	T	—	Une session tous les trois ans
151. Assemblée générale, cinquante-troisième session [Charte]	15 septembre-décembre	New York	185 G	I (AArCEFR)	T	PV/SR ^e	
152. Comité des droits de l'enfant, dix-neuvième session [résolutions 44/25, 47/112 et 49/211 de l'Assemblée générale]	21 septembre-9 octobre	Genève	10 E	I (AArCEFR)	T	SR	Trois sessions par an
153. CNUCED — Commission du commerce des biens et services, et des produits de base, troisième session [décision du Conseil du commerce et du développement à sa treizième réunion directive (8 juillet 1996) et résolution 51/167 de l'Assemblée générale]	28 septembre-2 octobre	Genève	^c	I (AArCEFR)	T	—	
154. Conférence annuelle des Hautes Parties contractantes au Protocole II, tel que modifié, à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination [Document final de la Conférence d'examen des États parties à la Convention]	Septembre (2 semaines)	Genève	60 G	I (AArCEFR)	T	—	
155. Groupe spécial des États parties à la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction, douzième session [résolution 49/86 de l'Assemblée générale]	Septembre (2 semaines)	Genève	139 G	I (AArCEFR)	T	—	

Organe	Dates (1998)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a			Fréquence
156. Quatrième Conférence des Parties chargée de l'examen du Traité interdisant de placer des armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive sur le fond des mers et des océans ainsi que dans leur sous-sol [Document final de la troisième Conférence des États parties au Traité]	Septembre (2 semaines)	Genève	89 G	I (AArCEFR)	T	SR	
157. Réunion des présidents des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme [résolutions 46/111 et 49/178 de l'Assemblée générale]	Septembre (1 semaine)	Genève	8 E	I (AEF)	T	—	Une session par an
158. UNITAR — Conseil d'administration, trente-sixième session, deuxième partie [résolutions 1934 (XVIII) et 47/227 de l'Assemblée générale]	Septembre (2 ou 3 jours)	Genève	28 E	I (AArEFR)	T	—	Une session en deux parties par an
159. Comité des placements [résolution 248 (III) de l'Assemblée générale]	Septembre (1 jour)	New York	9 E	—	—	—	Quatre ou cinq réunions par an
160. UNRWA — Commission consultative [résolution 302 (IV) de l'Assemblée générale]	Septembre (1 jour)	Amman	10 G	I (AArF)	T	—	Une session par an
161. Comité des pensions du personnel de l'Organisation des Nations Unies [résolution 248 (III) de l'Assemblée générale]	Septembre/octobre (1 séance)	New York	12 E	—	—	—	Trois sessions d'une séance chacune par an
162. Commission sur les limites du plateau continental, troisième session [article 2 5) de l'annexe II de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer]	Troisième trimestre (1 à 2 semaines)	New York	21 E	I (AArCEFR)	T	—	
163. CNUDCI — Groupe de travail des pratiques en matière de contrats internationaux, vingt-neuvième session [résolution 33/92 de l'Assemblée générale]	5-16 octobre	Vienne	36 G	I (AArCEFR)	T	—	Deux sessions par an
164. Comité des droits de l'homme — Groupe de travail chargé d'examiner les communications [résolution 2200 A (XXI) de l'Assemblée générale]	12-16 octobre	Genève	9 E	I (AEFR)	T	—	Trois sessions par an

Organe	Dates (1998)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a			Fréquence
165. Comité des droits de l'enfant — Groupe de travail de présession [résolutions 44/25, 47/112 et 49/211 de l'Assemblée générale]	12-16 octobre	Genève	5 E	I (AArCEFR)	T	—	Trois sessions par an
166. CNUCED — Conseil du commerce et du développement, quarante-cinquième session [résolution 1995 (XIX) de l'Assemblée générale et résolution 114 (V) de la CNUCED]	12-23 octobre	Genève	^c	I (AArCEFR)	T	—	Une session par an
167. Comité des droits de l'homme, soixante-quatrième session [résolution 2200 A (XXI) de l'Assemblée générale]	19 octobre- 6 novembre	Genève	18 E	I (AArEFR)	T	SR	Trois sessions par an
168. HCR — Comité exécutif, quarante-neuvième session [résolution 1166 (XII) de l'Assemblée générale]	Octobre (1 semaine)	Genève	53 G	I (AArCEFR)	T	SR	Une session par an
169. Tribunal administratif des Nations Unies [résolution 351 (IV) de l'Assemblée générale]	Octobre/novembre (5 semaines)	New York	7 E	I (AF)	T	PV ^d	Deux sessions par an
170. Comité administratif de coordination, seconde session ordinaire [résolution 13 (III) du Conseil économique et social]	Octobre/novembre (2 ou 3 jours)	New York	26 ST	I (AF)	T	—	Deux sessions par an
171. CNUCED — Commission des entreprises, de la facilitation du commerce et du développement, troisième session [décision du Conseil du commerce et du développement à sa treizième réunion directive (8 juillet 1996) et résolution 51/167 de l'Assemblée générale]	2-6 novembre	Genève	^c	I (AArCEFR)	T	—	
172. Organe international de contrôle des stupéfiants, soixante-cinquième session [Convention unique sur les stupéfiants de 1961, art. 11]	2-19 novembre	Vienne	13 E	I (AArEFR)	T	—	Deux ou trois sessions par an
173. Comité contre la torture, vingt et unième session [résolution 39/46 A de l'Assemblée générale]	9-20 novembre	Genève	10 E	I (AEFR)	T	SR	Deux sessions par an

Organe	Dates (1998)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a			Fréquence
174. Commission des droits de l'homme — Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires, cinquante-sixième session [décision 1995/266 du Conseil économique et social]	11-20 novembre	Genève	5 E	I (AArEF)	T	—	
175. Comité des droits économiques, sociaux et culturels, dix-neuvième session [résolutions 1982/33, 1985/17 et 1995/39 du Conseil économique et social]	16 novembre-4 décembre	Genève	18 E	I (AArEFR)	T	SR	Deux sessions par an
176. Groupe de vérificateurs externes des comptes de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique [résolutions 347 (IV) et 1438 (XIV) de l'Assemblée générale]	23 novembre-1er décembre	À déterminer	9 E	I (AF)	—	—	Une session par an
177. Commission des droits de l'homme — Groupe de travail sur la détention arbitraire, vingt-troisième session [décision 1997/260 du Conseil économique et social]	25 novembre-4 décembre	Genève	5 E	I (AEF)	T	—	
178. Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien — Séance spéciale pour célébrer la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien [résolutions 32/40 B et 33/28 de l'Assemblée générale]	30 novembre	New York	23 G	I (AArCEFR)	T	PV	
179. Conseil d'administration du Fonds de contributions volontaires pour la coopération technique dans le domaine des droits de l'homme, dixième session [décision 1993/283 du Conseil économique et social]	30 novembre-2 décembre	Genève	5 E	I (AF)	T	—	Deux sessions par an
180. CNUCED — Groupe de travail sur le plan à moyen terme et le budget-programme, trente-troisième session [résolution 114 (V) de la CNUCED et décision 156 (XVII) du Conseil du commerce et du développement]	30 novembre-4 décembre (2 jours)	Genève	^c	I (AArCEFR)	T	—	Une ou deux sessions par an

Organe	Dates (1998)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a			Fréquence
181. Comité des placements [résolution 248 (III) de l'Assemblée générale]	Novembre (1 jour)	New York	9 E	—	—	—	Quatre ou cinq réunions par an
182. Conférence des Nations Unies pour les annonces de contributions aux activités de développement [résolution 32/197 de l'Assemblée générale]	Novembre (1 jour)	New York	193 G	I (AArCEFR)	T	—	
183. Commission spéciale de l'Assemblée générale pour les annonces de contributions volontaires à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient [résolution 1729 (XVI) de l'Assemblée générale]	Novembre (1 réunion)	New York	193 G	I (AArCEFR)	T	—	Une réunion par an
184. Commission spéciale de l'Assemblée générale pour les annonces de contributions volontaires au Programme du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés [résolution 1729 (XVI) de l'Assemblée générale]	Novembre (1 réunion)	New York	193 G	I (AArCEFR)	T	—	Une réunion par an
185. PNUD — Réunion consultative interorganisations [résolution 32/197 de l'Assemblée générale]	Novembre/décembre (3 jours)	New York	33 ST	—	—	—	
186. Comité des commissaires aux comptes, session extraordinaire [résolution 74 (I) de l'Assemblée générale]	2 décembre	À déterminer	3 E	—	—	—	
187. Comité des droits économiques, sociaux et culturels — Groupe de travail de présession [résolutions 1982/33, 1985/17 et 1995/39 du Conseil économique et social]	7-11 décembre	Genève	5 E	I (AEFR)	T	—	Deux sessions par an
188. Comité d'experts en matière de transport des marchandises dangereuses, vingtième session [résolutions 645 G (XXIII) et 1989/104 du Conseil économique et social]	7-16 décembre	Genève	21 G	I (ACEFR)	T	—	Une session tous les deux ans
189. CNUDCI — Groupe de travail sur le droit de l'insolvabilité, vingt-deuxième session [résolution 33/92 de l'Assemblée générale]	7-18 décembre	Vienne	36 G	I (AArCEFR)	T	—	Deux sessions par an

Organe	Dates (1998)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a			Fréquence
190. Commission du désarmement, session d'organisation [résolution S-10/2 de l'Assemblée générale]	Décembre (2 jours)	New York	185 G	I (AArCEFR)	T	PV	Une session par an
191. Comité consultatif pour le Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international, trente-troisième session [résolution 2099 (XX) de l'Assemblée générale]	Décembre (2 jours)	New York	25 G	I (AArCEFR)	T	—	Une session par an
192. UNU — Conseil, quarante-cinquième session [résolution 3081 (XXVIII) de l'Assemblée générale]	Décembre	Tokyo	28 E	I (AF)	T	—	Une session par an
193. Commission des stupéfiants — Réunion des chefs des services de répression compétents en matière de drogues pour la région de l'Asie et du Pacifique [résolutions 1985/11 et 1988/15 du Conseil économique et social]	Quatrième trimestre (1 semaine)	Bangkok	51 G	I (ACFR)	T	—	
194. CNUCED — Autres conférences et réunions sur les produits de base [décision du Conseil du commerce et du développement à sa treizième réunion directive (8 juillet 1996) et résolution 51/167 de l'Assemblée générale]	Selon les besoins (30 séances au maximum)	Genève	^c	I (AArCEFR)	T	—	Selon les besoins
195. CNUCED — Séminaires et groupes d'étude [décision du Conseil du commerce et du développement à sa treizième réunion directive (8 juillet 1996) et résolution 51/167 de l'Assemblée générale]	Selon les besoins (30 séances au maximum)	Genève	^c	I (AArCEFR)	T	—	Selon les besoins
196. CNUCED — Consultations du Secrétaire général et du Président du Conseil du commerce et du développement [décision du Conseil du commerce et du développement à sa treizième réunion directive (8 juillet 1996) et résolution 51/167 de l'Assemblée générale]	Selon les besoins (20 séances au maximum)	Genève	^c	I (AArCEFR)	T	—	Selon les besoins

Organe	Dates (1998)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a			Fréquence
197. CNUCED — Réunions directives du Conseil du commerce et du développement [décision du Conseil du commerce et du développement à sa treizième réunion directive (8 juillet 1996) et résolution 51/167 de l'Assemblée générale]	Selon les besoins (3 jours)	Genève	^c	I (AArCEFR)	T	—	Selon les besoins
198. Conseil de tutelle (et ses comités de rédaction) [Charte]	Selon les besoins	New York	5 G	I (ACFR)	T	PV ^b	Selon les besoins
199. Conseil de sécurité [Charte]	Selon les besoins	New York	15 G	I (AArCEFR)	T	PV	Selon les besoins
200. Conseil de sécurité — Comité d'experts [décision prise par le Conseil de sécurité à sa 1re séance, en 1946]	Selon les besoins	New York	15 G	I (AArCEFR)	T	SR	Selon les besoins
201. Conseil de sécurité — Comité d'experts créé par le Conseil de sécurité à sa 1506e séance [1969]	Selon les besoins	New York	15 G	I (AArCEFR)	T	SR	Selon les besoins
202. Conseil de sécurité — Comité d'admission de nouveaux Membres [décision prise par le Conseil de sécurité à sa 42e séance, en 1946]	Selon les besoins	New York	15 G	I (AArCEFR)	T	SR	Selon les besoins
203. Conseil de sécurité — Comité du Conseil de sécurité pour les réunions hors Siège du Conseil [décision prise par le Conseil de sécurité à sa 1625e séance, 1972]	Selon les besoins	New York	15 G	I (AArCEFR)	T	SR	Selon les besoins
204. Conseil de sécurité — Commission créée en application de la résolution 446 (1979)	Selon les besoins	New York	3 G	I (AArCEFR)	T	SR	Selon les besoins
205. Conseil de sécurité — Comité spécial créé en application de la résolution 507 (1982) du Conseil de sécurité	Selon les besoins	New York	4 G	I (AArCEFR)	T	SR	Selon les besoins
206. Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 661 (1990) concernant la situation entre l'Iraq et le Koweït	Selon les besoins	New York	15 G	I (AArCEFR)	T	SR	Selon les besoins
207. Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 748 (1992) concernant la Jamahiriya arabe libyenne	Selon les besoins	New York	15 G	I (AArCEFR)	T	SR	Selon les besoins

Organe	Dates (1998)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a			Fréquence
208. Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 751 (1992) concernant la Somalie	Selon les besoins	New York	15 G	I (AArCEFR)	T	SR	Selon les besoins
209. Conseil de sécurité — Commission ad hoc créée par la résolution 794 (1992) du Conseil de sécurité	Selon les besoins	New York	15 G	I (AArCEFR)	T	SR	Selon les besoins
210. Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 864 (1993) concernant l'Angola	Selon les besoins	New York	15 G	I (AArCEFR)	T	SR	Selon les besoins
211. Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 918 (1994) concernant le Rwanda	Selon les besoins	New York	15 G	I (AArCEFR)	T	SR	Selon les besoins
212. Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 985 (1995) concernant le Libéria	Selon les besoins	New York	15 G	I (AArCEFR)	T	SR	Selon les besoins
213. Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine [résolution 194 (III) de l'Assemblée générale]	Selon les besoins	New York	3 G	I (AF)	T	—	Selon les besoins
214. Comité spécial des opérations de maintien de la paix et son groupe de travail [résolution 2006 (XIX) de l'Assemblée générale]	Selon les besoins	New York	À déterminer	I (AArCEFR)	T	—	Selon les besoins
215. Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien [résolution 3376 (XXX) de l'Assemblée générale]	Selon les besoins	New York	23 G	I (AArCEFR)	T	SR	Selon les besoins
216. Comité des conférences [résolution 43/222 B de l'Assemblée générale]	Selon les besoins	New York	21 G	I (AArEFR)	T	—	Selon les besoins
217. Comité des relations avec le pays hôte [résolution 2819 (XXVI) de l'Assemblée générale]	Selon les besoins	New York	15 G	I (AArCEFR)	T	—	Selon les besoins
218. Conseil d'administration du PNUD et du FNUAP, réunions d'information et consultations officieuses [résolutions 2020 (XX) et 48/162 de l'Assemblée générale]	Selon les besoins	New York	36 G	I (AArCEFR)	T	—	Selon les besoins

Organe	Dates (1998)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a			Fréquence
219. UNICEF — Conseil d'administration, réunions d'information et consultations officielles [résolutions 57 (I) et 48/162 de l'Assemblée générale]	Selon les besoins	New York	36 G	I (AArCEFR)	T	—	Selon les besoins
220. Conseil de sécurité — Conseil d'administration de la Commission d'indemnisation des Nations Unies créée en application de la résolution 687 (1991)	Selon les besoins	Genève	15 G	I (AArCEFR)	T	SR	Selon les besoins
221. Tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 [résolution 808 (1993) du Conseil de sécurité et résolution 47/235 de l'Assemblée générale]	Selon les besoins	La Haye	11 E	I (AF)	T	—	Selon les besoins
222. Tribunal criminel international chargé de juger les personnes présumées responsables d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais présumés responsables de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994 [résolution 955 (1994) du Conseil de sécurité]	Selon les besoins	Arusha	11 E	I (AF)	T	—	Selon les besoins
223. Commission du droit international, cinquantième session [résolution 174 (II) de l'Assemblée générale]	À déterminer (10 semaines)	Genève	34 E	I (AArCEFR)	T	SR	Une session par an
224. Comité chargé des organisations non gouvernementales [résolutions 3 (II) et 1296 (XLIV) et décision 1995/304 du Conseil économique et social]	À déterminer (3 semaines)	New York	19 G	I (AArCEFR)	T	—	Une session par an
225. Séminaire sur le droit international [résolution 49/51 de l'Assemblée générale]	À déterminer (3 semaines)	Genève	30 E	I (AEF)	—	—	Une session par an

Organe	Dates (1998)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a			Fréquence
226. Commission du développement durable — Groupe de travail spécial intersessions à composition non limitée [décision 1997/63 du Conseil économique et social]	À déterminer (2 semaines)	New York	53 G	I (AArCEFR)	T	—	
227. Commission du développement durable — Groupe intergouvernemental spécial sur les forêts, deuxième session [résolution 1997/65 du Conseil économique et social]	À déterminer (2 semaines)	New York	53 G	I (AArCEFR)	T	—	
228. Comité chargé des organisations non gouvernementales — Réunion sur les questions relatives aux travaux du Comité [décision 1997/297 du Conseil économique et social]	À déterminer (1 semaine)	New York	19 G	I (AArCEFR)	T	—	
229. Séminaire et colloque d'ONG sur la question de Palestine organisés par l'ONU (Afrique) [résolution 51/23 de l'Assemblée générale]	À déterminer (4 jours)	À déterminer	20 E	I (AArF)	T	—	
230. Séminaire et colloque d'ONG sur la question de Palestine organisés par l'ONU (Amérique latine et Caraïbes) [résolution 51/23 de l'Assemblée générale]	À déterminer (4 jours)	À déterminer	6 E	I (AEF)	T	—	
231. Conseil consultatif de haut niveau sur le développement durable, neuvième session [résolution 47/191 de l'Assemblée générale]	À déterminer (3 jours)	New York	21 E	I (AArCEFR)	T	—	Deux sessions par an
232. Conseil consultatif de haut niveau sur le développement durable, dixième session [résolution 47/191 de l'Assemblée générale]	À déterminer (3 jours)	New York	21 E	I (AArCEFR)	T	—	Deux sessions par an
233. Séminaire et/ou colloque d'ONG sur la question de Palestine organisé par l'ONU (Europe) [résolution 51/23 de l'Assemblée générale]	À déterminer (3 jours)	À déterminer	20 E	I (AArF)	T	—	
234. Séminaire des Nations Unies sur l'assistance au peuple palestinien [résolution 51/23 de l'Assemblée générale]	À déterminer (3 jours)	À déterminer	À déterminer	I (AArF)	T	—	

Organe	Dates (1998)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a			Fréquence
235. Première Réunion des États parties à la Convention internationale sur la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille [résolution 45/158 de l'Assemblée générale]	À déterminer (1 jour)	New York	À déterminer	I (AArCEFR)	T	SR	Une session tous les deux ans à partir de l'entrée en vigueur de la Convention
236. Comité préparatoire de la quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement [résolution 51/45 C de l'Assemblée générale]	À déterminer	New York	185 G	I (AArCEFR)	T	—	
237. Comité consultatif du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme, trente-huitième session [résolutions 31/133 et 39/125 de l'Assemblée générale]	À déterminer	New York	5 G	—	—	—	Deux sessions par an
238. Comité consultatif du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme, trente-neuvième session [résolutions 31/133 et 39/125 de l'Assemblée générale]	À déterminer	New York	5 G	—	—	—	Deux sessions par an
239. Comité de la planification du développement — Groupe de travail I [résolutions 1079 (XXXIX) et 1625 (LI) du Conseil économique et social]	À déterminer	New York	24 E	I (AArCEFR)	T	—	Une session par an
240. Comité de la planification du développement — Groupe de travail III [résolutions 1079 (XXXIX) et 1625 (LI) du Conseil économique et social]	À déterminer	New York	24 E	I (AArCEFR)	T	—	Une session par an
241. Comité scientifique et technique de la Décennie internationale de la prévention des catastrophes [résolution 44/236 de l'Assemblée générale]	À déterminer	Genève	25 E	I (AArCEFR)	T	—	
242. Comité pour la protection des droits de tous les travailleurs migrants et des membres de leur famille [résolution 45/158 de l'Assemblée générale]	À déterminer	Genève	14 E	I (AArCEFR)	T	SR	Une session par an à partir de l'entrée en vigueur de la Convention

Organe	Dates (1998)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a			Fréquence
243. Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques — Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et réunions des organes subsidiaires [résolution 51/184 de l'Assemblée générale]	À déterminer	Bonn	165 G	I (AArCEFR)	T	—	
244. Conseil d'administration du Programme alimentaire mondial [décision 1995/227 du Conseil économique et social et résolution 50/8 de l'Assemblée générale]	À déterminer	Rome	36 G	I (AArCEFR)	T	—	
245. Conférence diplomatique de plénipotentiaires chargée d'achever et d'adopter une convention portant création d'une cour criminelle internationale [résolution 51/207 de l'Assemblée générale]	À déterminer	Rome ^f	195 G	I (AArCEFR)	T	SR	
246. PNUÉ — Comité de haut niveau composé de ministres et de hauts fonctionnaires [décision 19/1 B du Conseil d'administration, en date du 4 avril 1997]	À déterminer	Nairobi	36 G	I (AArCEFR)	T	—	
247. Conférence des Parties à la Convention sur la désertification et réunions des organes subsidiaires [résolution 51/180 de l'Assemblée générale]	À déterminer	À déterminer	À déterminer	I (AArCEFR)	T	—	

^a Les langues dans lesquelles des services d'interprétation seront assurés sont indiquées. Les langues dans lesquelles des services de traduction seront assurés et des comptes rendus ou procès-verbaux établis varient selon le règlement intérieur applicable à l'organe intéressé et, dans le cas de certains groupes de travail et organes analogues, selon les besoins réels lorsque ceux-ci sont inférieurs à ceux que prévoit le règlement intérieur.

^b Pour les séances plénières seulement.

^c Ouvert à la participation de tous les États membres de la CNUCED intéressés [résolution 80 (III) de la Conférence, par. 9)].

(Suite des notes page suivante)

(Suite des notes de l'annexe I)

^d En cas d'auditions.

^e L'usage est de n'établir de procès-verbaux que pour les séances plénières et les séances de la Première Commission.

^f À sa 51e séance, le 21 février 1997, le Comité préparatoire a adopté la décision suivante :

"Le Comité préparatoire pour la création d'une cour criminelle internationale

Se félicite de la proposition du Gouvernement italien tendant à organiser la conférence diplomatique à Rome; et

Recommande à l'Assemblée générale que, en application de la résolution 51/207 de l'Assemblée en date du 17 décembre 1996 et après examen par le Comité des conférences, une décision conforme à cette proposition soit prise lorsque seront examinées les dispositions nécessaires à la tenue de la conférence, étant entendu que, pour l'organisation de la conférence à Rome, la pratique habituelle concernant le financement des manifestations de cet ordre qui ont lieu hors du Siège de l'ONU ou des autres villes sièges de l'Organisation sera suivie."

ANNEXE II

Liste des organes dont le mandat doit être présenté pour renouvellement
à l'Assemblée générale à sa cinquante-deuxième session

Organe	Dates (1998)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a			Fréquence
1. Comité spécial de la Charte des Nations Unies et du raffermissement du rôle de l'Organisation [résolution 3349 (XXIX) de l'Assemblée générale]	À déterminer	New York	185 G	I (AArCEFR)	T	—	
2. Comité spécial de l'océan Indien [résolutions 299 (XXVIII) et 50/76 de l'Assemblée générale]	À déterminer	New York	44 G	I (AArCEFR)	T	SR	
3. Groupe de travail sur le financement de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient [résolution 2656 (XXV) de l'Assemblée générale]	À déterminer	New York	9 G	I (AF)	T	—	
4. Groupe de travail à composition non limitée chargé d'examiner la question de la représentation équitable au Conseil de sécurité et de l'augmentation du nombre de ses membres ainsi que d'autres questions ayant trait au Conseil de sécurité [résolution 48/26 de l'Assemblée générale]	À déterminer	New York	185 G	I (AArCEFR)	T	—	
5. Groupe de travail officieux à participation non limitée sur l'Agenda pour la paix et/ou ses sous-groupes [résolution 47/120 de l'Assemblée générale]	À déterminer	New York	185 G	I (AArCEFR)	T	—	
6. Groupe de travail de haut niveau à composition non limitée sur la situation financière de l'Organisation des Nations Unies [résolution 49/143 de l'Assemblée générale]	À déterminer	New York	185 G	I (AArCEFR)	T	—	

Organe	Dates (1998)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a			Fréquence
7. Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien et des autres Arabes des territoires occupés [résolution 2443 (XXIII) de l'Assemblée générale]	À déterminer	Genève	3 G	I (AArF)	T	PV ^b	

^a Les langues dans lesquelles des services d'interprétation seront assurés sont indiquées. Les langues dans lesquelles des services de traduction seront assurés et des comptes rendus ou procès-verbaux établis varient selon le règlement intérieur applicable à l'organe intéressé et, dans le cas de certains groupes de travail et organes analogues, selon les besoins réels lorsque ceux-ci sont inférieurs à ceux que prévoit le règlement intérieur.

^b En cas d'auditions.

ANNEXE III

Projet de calendrier des conférences et réunions des principaux organes et institutions
spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique pour 1998

Organe	Dates (1998)	Lieu de réunion
1. OMS — Conseil exécutif, cent unième session	19-28 janvier	Genève
2. OACI — Comité, cent cinquante-troisième session	19 janvier-6 février	Montréal
3. OACI — Comité, cent cinquante-troisième session	23 février-20 mars	Montréal
4. FIDA — Conseil d'administration	Février	Rome
5. OIT — Conseil d'administration du BIT, deux cent soixante et onzième session	12-26 mars	Genève
6. AIEA — Conseil des gouverneurs	16-20 mars	Vienne
7. OACI — Comité, cent cinquante-quatrième session	20 avril-8 mai	Montréal
8. UNESCO — Conseil exécutif, cent cinquante-troisième session	Avril	Paris
9. FIDA — Conseil d'administration	Avril	Rome
10. UPU — Conseil d'exploitation postale	Avril/mai (2 semaines)	Berne
11. AIEA — Comité administratif et budgétaire	4-6 mai	Vienne
12. ONUDI — Conseil du développement industriel, dix-neuvième session	11-15 mai	Vienne
13. OACI — Communications, navigation et surveillance/gestion de la circulation aérienne : Conférence d'application mondiale	11-15 mai	Rio de Janeiro
14. OMS — Assemblée mondiale de la santé, cinquante et unième session	11-16 mai	Genève
15. OACI — Conseil, cent cinquante-quatrième session	25 mai-19 juin	Montréal
16. UIT — Conseil	Mai (2 semaines)	Genève
17. OMS — Conseil exécutif, cent deuxième session	Mai	Genève
18. OIT — Conférence générale, quatre-vingt-sixième session	2-18 juin	Genève
19. AIEA — Conseil des gouverneurs	8-12 juin	Vienne
20. OMI — Conseil, quatre-vingtième session	15-19 juin	Londres
21. OMM — Conseil exécutif, cinquantième session	16-26 juin	Genève
22. OIT — Conseil d'administration du BIT, deux cent soixante-douzième session	19 juin	Genève
23. ONUDI — Comité des programmes et des budgets, quatorzième session	31 août-4 septembre	Vienne
24. AIEA — Conseil des gouverneurs	4-18 septembre	Vienne
25. AIEA — Conférence générale	21-25 septembre	Vienne
26. AIEA — Conseil des gouverneurs	28 septembre	Vienne
27. FIDA — Conseil d'administration	Septembre	Rome

Organe	Dates (1998)	Lieu de réunion
28. OMPI — Organes directeurs	Septembre/octobre	Genève
29. FMI/Banque mondiale — Assemblées annuelles des Conseils des gouverneurs	6-8 octobre	Washington
30. OACI — Comité, cent cinquante-cinquième session	19 octobre-6 novembre	Montréal
31. UPU — Conseil d'administration	Octobre	Berne
32. UNESCO — Conseil exécutif, cent cinquante-quatrième session	Octobre	Paris
33. FAO — Conseil, cent quinzième session	3-12 novembre	Rome
34. OIT — Conseil d'administration du BIT, deux cent soixante-treizième session	5-19 novembre	Genève
35. ONUDI — Conseil du développement industriel, vingtième session	16-20 novembre	Vienne
36. OMI — Conseil, quatre-vingt-unième session	16-20 novembre	Londres
37. AIEA — Comité de la coopération et de l'assistance techniques	23-24 novembre	Vienne
38. OACI — Conseil, cent cinquante-cinquième session	23 novembre-18 décembre	Montréal
39. AIEA — Conseil des gouverneurs	3 décembre	Vienne
40. FIDA — Conseil d'administration	Décembre	Rome

ANNEXE IV

Projet de calendrier des conférences et réunions de l'Organisation des Nations Unies pour 1999

(Au 26 août 1997)

Organe	Dates (1999)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a			Fréquence
1. Comité des droits de l'enfant, vingtième session [résolutions 44/25, 47/112 et 49/211 de l'Assemblée générale]	4-22 janvier	Genève	10 E	I (AARCEFR)	T	SR	Trois sessions par an
2. Conseil d'administration du PNUD et du FNUAP, première session ordinaire [résolutions 2029 (XX) et 48/162 de l'Assemblée générale]	11-15 janvier	New York	36 G	I (AARCEFR)	T	—	
3. Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, vingtième session [résolutions 34/180 et 51/68 de l'Assemblée générale]	11-29 janvier	New York	23 E	I (AARCEFR)	T	SR	Deux sessions par an
4. Comité d'état-major [Charte]	15 janvier, puis une fois tous les 15 jours	New York	5 G	I (ACFR)	T	PV	Un vendredi sur deux
5. UNICEF — Conseil d'administration, première session ordinaire [résolutions 57 (I) et 48/162 de l'Assemblée générale]	18-22 janvier	New York	36 G	I (AARCEFR)	T	—	
6. CNUDCI — Groupe de travail sur le commerce électronique, trente-quatrième session [résolution 2928 (XXVII) de l'Assemblée générale]	18-29 janvier	Vienne	36 G	I (AARCEFR)	T	—	Deux sessions par an
7. Conseil économique et social — Élection du Bureau [Charte]	21 janvier	New York	54 G	I (AARCEFR)	T	SR	
8. CNUCED — Groupe de travail sur le plan à moyen terme et le budget-programme, trente-troisième session, deuxième partie [résolution 114 (V) de la CNUCED et décision 156 (XVII) du Conseil du commerce et du développement]	25-29 janvier	Genève	^b	I (AARCEFR)	T	—	Une ou deux sessions par an
9. Comité des droits de l'enfant — Groupe de travail de présession [résolutions 44/25, 47/112 et 49/211 de l'Assemblée générale]	25-29 janvier	Genève	5 E	I (AARCEFR)	T	—	Trois sessions par an

Organe	Dates (1999)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a			Fréquence
10. Groupe spécial d'États parties à la Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques (biologiques) ou à toxines et sur leur destruction, treizième session [résolution 49/86 de l'Assemblée générale]	Janvier (2 semaines)	Genève	139 G	I (AArCEFR)	T	—	
11. Comité des pensions du personnel de l'Organisation des Nations Unies [résolution 248 (III) de l'Assemblée générale]	Janvier (1 séance)	New York	12 E	—	—	—	Trois sessions d'une séance chacune par an
12. Conseil consultatif pour les questions de désarmement [résolution 37/99 K de l'Assemblée générale]	Janvier/février (4 jours)	New York	25 E	I (AArCEFR)	T	—	Deux sessions par an
13. Comité du Prix des Nations Unies en matière de population [résolution 36/201 de l'Assemblée générale]	Janvier/février (2 jours)	New York	10 G	I (AEF)	T	—	Une session par an
14. Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux [résolution 1654 (XVI) de l'Assemblée générale]	Janvier/février (selon les besoins)	New York	25 G	I (AArCEFR)	T	SR ^c	
15. Conférence du désarmement, première partie [résolutions 1722 (XVI), S-10/2 et 34/83 L de l'Assemblée générale]	Janvier/mars (7 semaines)	Genève	61 G	I (AArCEFR)	T	PV	Une session en trois parties par an
16. Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes — Groupe de travail de présession [résolutions 45/124, 47/94 et 51/68 de l'Assemblée générale]	1er-5 février	New York	5 E	I (AArCEFR)	T	—	Deux sessions par an
17. Conseil économique et social, session d'organisation [Charte]	2-5 février	New York	54 G	I (AArCEFR)	T	SR	Une session par an
18. Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires [résolution 173 (II) de l'Assemblée générale]	2 février-31 mars	New York	16 E	I (AArCEFR)	T	—	Trois sessions par an

Organe	Dates (1999)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a			Fréquence
19. CNUCED — Réunion d'experts organisée dans le cadre de la Commission de l'investissement, de la technologie et des questions financières connexes [décision du Conseil du commerce et du développement à sa treizième réunion directive (8 juillet 1996) et résolution 51/167 de l'Assemblée générale]	8-12 février (3 jours)	Genève	16 E	I (AArCEFR)	T	—	
20. Commission du développement social, trente-septième session [résolutions 10 (II), 1139 (XLI) et 1996/7 du Conseil économique et social]	9-19 février	New York	46 G	I (AArCEFR)	T	—	Une session par an
21. INSTRAW — Conseil d'administration, dix-neuvième session [résolutions 33/187 et 34/157 de l'Assemblée générale]	15-19 février	Saint-Domingue	11 E	I (AEF)	T	—	Une session par an
22. Commission de la population et du développement, trente-deuxième session [résolutions 150 (VII), 87 (LVIII) et 1986/7 du Conseil économique et social]	22-26 février	New York	47 G	I (AArCEFR)	T	—	Une session par an
23. CNUCED — Réunion d'experts organisée dans le cadre de la Commission des entreprises, de la facilitation du commerce et du développement [décision du Conseil du commerce et du développement à sa treizième réunion directive (8 juillet 1996) et résolution 51/167 de l'Assemblée générale]	22-26 février (3 jours)	Genève	À déterminer	I (AArCEFR)	T	—	
24. Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique — Sous-Comité scientifique et technique, trente-sixième session [résolution 1472 A (XIV) de l'Assemblée générale]	Février (2 semaines)	Vienne	61	I (AArCEFR)	T	—	Une session par an
25. Commission des stupéfiants — Sous-Commission du trafic illicite des drogues et des problèmes apparentés pour le Proche et le Moyen-Orient [résolution 1776 (LIV) du Conseil économique et social]	Février (1 semaine)	Une capitale de la région	24 G	I (AArR)	T	—	Une session par an

Organe	Dates (1999)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a			Fréquence
26. Consultations entre le Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien et des représentants des comités de coordination des ONG sur la question de Palestine [résolution 51/23 de l'Assemblée générale]	Février (2 jours)	New York	12 E	I (AArEF)	T	—	
27. Comité des placements [résolution 284 (III) de l'Assemblée générale]	Février (1 jour)	New York	9 E	—	—	—	Quatre ou cinq réunions par an
28. Septième Réunion des États parties à la Convention relative aux droits de l'enfant [résolution 44/25 de l'Assemblée générale]	Février (1 jour)	New York	187 G	I (AArCEFR)	T	SR	Une session tous les deux ans
29. Commission de statistique, trentième session [résolutions 8 (I), 8 (II) et 1566 (L) du Conseil économique et social]	1er-5 mars	New York	24 G	I (AArCEFR)	T	—	Une session tous les deux ans
30. CNUDCI — Groupe de travail des pratiques en matière de contrats internationaux, trentième session [résolution 33/92 de l'Assemblée générale]	1er-12 mars	New York	36 G	I (AArCEFR)	T	—	Deux sessions par an
31. Commission de la condition de la femme, quarante-troisième session [résolutions 11 (II), 1147 (XLI) et 1987/21 du Conseil économique et social]	1er-12 mars	New York	45 G	I (AArCEFR)	T	—	Une session par an
32. Commission de la condition de la femme — Groupe de travail de session à composition non limitée chargé d'élaborer un projet de protocole facultatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes [décision 1997/227 du Conseil économique et social]	1er-12 mars	New York	185 G	I (AArCEFR)	T	—	
33. Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, cinquante-quatrième session [résolution 2106 A (XX) de l'Assemblée générale]	1er-19 mars	Genève	18 E	I (ACEFR)	T	SR	Deux sessions par an

Organe	Dates (1999)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a			Fréquence
34. Comité des droits de l'homme — Groupe de travail chargé d'examiner les communications [résolution 2200 A (XXI) de l'Assemblée générale]	15-19 mars	New York	9 E	I (AEFR)	T	—	Trois sessions par an
35. CNUCED — Réunion d'experts organisée dans le cadre de la Commission de l'investissement, de la technologie et des questions financières connexes [décision du Conseil du commerce et du développement à sa treizième réunion directive (8 juillet 1996) et résolution 51/167 de l'Assemblée générale]	15-19 mars (3 jours)	Genève	16 E	I (AArCEFR)	T	—	
36. Commission des stupéfiants, quarante-deuxième session [résolutions 9 (I) et 1991/39 du Conseil économique et social]	16-25 mars	Vienne	53 G	I (AArCEFR)	T	—	Une session par an
37. Comité plénier de la Commission des stupéfiants [résolution 1991/39 du Conseil économique et social]	16-25 mars (4 jours)	Vienne	53 G	I (AArCEFR)	T	—	Une session par an
38. Comité des droits de l'homme, soixante-cinquième session [résolution 2200 A (XXI) de l'Assemblée générale]	22 mars-9 avril	New York	18 E	I (AArEFR)	T	SR	Trois sessions par an
39. UNICEF — Conseil d'administration, deuxième session ordinaire [résolution 57 (I) et 48/162 de l'Assemblée générale]	23 et 24 mars	New York	36 G	I (AArCEFR)	T	—	
40. CNUCED — Réunion d'experts organisée dans le cadre de la Commission du commerce des biens et services, et des produits de base [décision du Conseil du commerce et du développement à sa treizième réunion directive (8 juillet 1996) et résolution 51/167 de l'Assemblée générale]	29 mars-1er avril (3 jours)	Genève	À déterminer	I (AArCEFR)	T	—	
41. Commission des droits de l'homme — Groupe de travail des situations [résolution 1990/41 du Conseil économique et social]	Mars (1 semaine)	Genève	5 E	I (AEFR)	T	—	Une session par an

Organe	Dates (1999)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a			Fréquence
42. Conseil d'administration du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour la lutte contre les formes contemporaines d'esclavage, cinquième session [résolution 46/122 de l'Assemblée générale]	Mars (3 jours)	Genève	5 E	I (AEF)	T	—	Une session par an
43. UNITAR — Conseil d'administration, trente-huitième session, première partie [résolutions 1934 (XVIII) et 47/227 de l'Assemblée générale]	Mars (2 ou 3 jours)	Genève	28 E	I (AArEFR)	T	—	Une session en deux parties par an
44. Commission des droits de l'homme, cinquante-cinquième session [résolution 9 (II) du Conseil économique et social]	Mars/avril (6 semaines)	Genève	53 G	I (AArCEFR)	T	SR	Une session par an
45. Comité spécial des opérations de maintien de la paix et son groupe de travail, session de fond [résolution 48/42 de l'Assemblée générale]	Mars/avril (4 semaines)	New York	À déterminer	I (AArCEFR)	T	—	Une session par an
46. Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, Sous-Comité juridique, trente-huitième session [résolution 1472 (XIV) de l'Assemblée générale]	Mars/avril (3 semaines)	Vienne	61 G	I (AArCEFR)	T	TNE	Une session par an
47. Comité des pensions du personnel de l'Organisation des Nations Unies [résolution 248 (III) de l'Assemblée générale]	Mars/avril (1 séance)	New York	12 E	—	—	—	Trois sessions d'une séance chacune par an
48. Conseil d'administration du PNUD et du FNUAP, deuxième session ordinaire [résolutions 2029 (XX) et 48/162 de l'Assemblée générale]	5-9 avril	New York	36 G	I (AArCEFR)	T	—	
49. Comité scientifique des Nations Unies pour l'étude des effets des rayonnements ionisants, quarante-huitième session [résolution 913 (X) de l'Assemblée générale]	12-16 avril	Vienne	21 G	I (ACEFR)	T	—	Une session par an

Organe	Dates (1999)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a			Fréquence
50. CNUCED — Réunion d'experts organisée dans le cadre de la Commission des entreprises, de la facilitation du commerce et du développement [décision du Conseil du commerce et du développement à sa treizième réunion directive (8 juillet 1996) et résolution 51/167 de l'Assemblée générale]	12-16 avril (3 jours)	Genève	À déterminer	I (AArCEFR)	T	—	
51. CNUDCI — Groupe de travail sur le droit de l'insolvabilité, vingt-troisième session [résolution 33/92 de l'Assemblée générale]	12-23 avril	New York	36 G	I (AArCEFR)	T	—	Deux sessions par an
52. Commission du développement durable, septième session [décision 1993/207 du Conseil économique et social]	12-30 avril	New York	53 G	I (AArCEFR)	T	—	Une session par an
53. CEE, cinquante-quatrième session [résolution 36 (IV) du Conseil économique et social]	19-22 avril	Genève	55 G	I (AFR)	T	—	Une session par an
54. CNUCED — Réunion d'experts préparant la troisième Conférence chargée d'examiner la mise en oeuvre du Programme d'action en faveur des pays les moins avancés [décision du Conseil du commerce et du développement à sa treizième réunion directive (8 juillet 1996) et résolution 51/167 de l'Assemblée générale]	26-30 avril	Genève	À déterminer	À déterminer	T	—	
55. Comité contre la torture, vingt-deuxième session [résolution 39/46 A de l'Assemblée générale]	26 avril-7 mai	Genève	10 E	I (AEFR)	T	SR	Deux sessions par an
56. Comité des droits économiques, sociaux et culturels, vingtième session [résolutions 1982/33, 1985/17 et 1995/39 du Conseil économique et social]	26 avril-14 mai	Genève	18 E	I (AArEFR)	T	SR	Deux sessions par an
57. Commission pour la prévention du crime et la justice pénale, huitième session [résolution 1992/1 du Conseil économique et social]	27 avril-6 mai	Vienne	40 G	I (AArCEFR)	T	—	Une session par an

Organe	Dates (1999)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a			Fréquence
58. Commission pour la prévention du crime et la justice pénale — Réunions en parallèle pour des consultations officielles et groupes de travail [décision 1997/232 du Conseil économique et social]	27 avril-6 mai (12 réunions)	Vienne	40 G	I (AArCEFR)	T	—	
59. Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique, quarante-deuxième session [résolution 1472 A (XIV) de l'Assemblée générale]	Avril (2 semaines)	Vienne	61 G	I (AArCEFR)	T	PV*	Une session par an
60. Comité préparatoire de la Conférence des Parties chargée de l'examen du Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, qui se tiendra en l'an 2000, troisième session [résolution 51/45 A de l'Assemblée générale]	Avril (2 semaines)	À déterminer	185 G	I (AArCEFR)	T	SR**	
61. Comité préparatoire de la Conférence extraordinaire des États parties à la Convention sur les armes biologiques concernant un protocole relatif aux mesures de vérification, première session [Déclaration finale de la Conférence extraordinaire des États parties]	Avril (1 semaine)	Genève	132 G	I (AArCEFR)	T	—	
62. Conseil d'administration du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les populations autochtones [résolution 40/131 de l'Assemblée générale]	Avril (1 semaine)	Genève	5 E	I (AEFR)	T	—	Une session par an
63. Groupe consultatif du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les populations autochtones [résolution 48/163 de l'Assemblée générale]	Avril (3 jours)	Genève	10 E	I (AE)	T	—	

* Dans sa résolution 51/123 du 13 décembre 1996, l'Assemblée générale a noté avec satisfaction que, conformément au paragraphe 11 de sa résolution 50/27, les délibérations du Comité lors de sa trente-neuvième session ont été consignées sous forme de transcriptions non éditées au lieu de procès-verbaux, et que le Comité évaluerait l'utilisation de telles transcriptions lors de sa quarantième session, pour pouvoir rendre compte à l'Assemblée générale, à sa cinquante-deuxième session, des résultats de cette expérience.

** L'établissement de comptes rendus analytiques ne pourra être assuré que pour la séance d'ouverture, les séances consacrées au débat général et la séance de clôture du Comité.

Organe	Dates (1999)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a			Fréquence
64. Comité administratif de coordination, première session ordinaire [résolution 13 (III) du Conseil économique et social]	Avril (2 jours)	Genève	26 ST	I (AF)	T	—	Deux sessions par an
65. CESAP, cinquante-cinquième session [résolutions 37 (IV), 69 (V) et 723 B (XXVIII) du Conseil économique et social]	Avril	Bangkok	51 G	I (ACFR)	T	—	Une session par an
66. CEA — Comité technique préparatoire plénier, dix-neuvième session [résolution 671 (XXV) du Conseil économique et social]	Avril	Addis-Abeba	53 G	I (AArF)	T	—	Une session tous les deux ans
67. CEA — Vingt-quatrième réunion de la Conférence des ministres, trente-troisième session de la Commission [résolution 671 (XXV) du Conseil économique et social]	Avril	Addis-Abeba	53 G	I (AArF)	T	—	Une session tous les deux ans
68. Commission du désarmement [résolution S-10/2 de l'Assemblée générale]	Avril/mai (3 à 4 semaines)	New York	185 G	I (AArCEFR)	T	PV	Une session par an
69. CFPI, quarante-neuvième session [résolution 3357 (XXIX) de l'Assemblée générale]	Avril/mai (2 semaines)	New York	15 E	I (AEFR)	T	—	Deux sessions par an
70. Conseil d'administration du Fonds de contributions volontaires pour la coopération technique dans le domaine des droits de l'homme [décision 1993/283 du Conseil économique et social]	Avril/mai (3 jours)	Genève	5 E	I (AF)	T	—	Deux sessions par an
71. CNUCED — Réunion d'experts organisée dans le cadre de la Commission de l'investissement, de la technologie et des questions financières connexes [décision du Conseil du commerce et du développement à sa treizième réunion directe (8 juillet 1996) et résolution 51/167 de l'Assemblée générale]	3-7 mai (3 jours)	Genève	16 E	I (AArCEFR)	T	—	
72. Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires [résolution 173 (II) de l'Assemblée générale]	4 mai-16 juillet	New York	16 E	I (AArCEFR)	T	—	Trois sessions par an

Organe	Dates (1999)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a			Fréquence
73. Commission des établissements humains, dix-septième session [résolution 1978/1 du Conseil économique et social et résolution 32/162 de l'Assemblée générale]	5-14 mai	Nairobi	58 G	I (AArCEFR)	T	—	Une session tous les deux ans
74. Conseil économique et social, reprise de la session d'organisation [Charte]	6 et 7 mai	New York	54 G	I (AArCEFR)	T	SR	
75. Organe international de contrôle des stupéfiants, soixante-sixième session [Convention unique sur les stupéfiants de 1961, art. 11]	10-21 mai	Vienne	13 E	I (AArCEFR)	T	—	Deux ou trois sessions par an
76. Comité des droits économiques, sociaux et culturels — Groupe de travail de présession [résolutions 1982/33, 1985/17 et 1995/39 du Conseil économique et social]	17-21 mai	Genève	5 E	I (AEFR)	T	—	Deux sessions par an
77. Commission de la science et de la technique au service du développement, quatrième session [décision 1992/218 du Conseil économique et social]	17-21 mai	Genève	53 G	I (AArCEFR)	T	—	Une session tous les deux ans
78. Comité des droits de l'enfant, vingt et unième session [résolutions 44/25, 47/112 et 49/211 de l'Assemblée générale]	18 mai-4 juin	Genève	10 E	I (AArCEFR)	T	SR	Trois sessions par an
79. PNUJ — Conseil d'administration, vingtième session [résolutions 2997 (XXVII) et 42/185 de l'Assemblée générale]	24-28 mai	Nairobi	58 G	I (AArCEFR)	T	—	Une session tous les deux ans
80. CNUCED — Réunion d'experts organisée dans le cadre de la Commission des biens et services, et des produits de base [décision du Conseil du commerce et du développement à sa treizième réunion directive (8 juillet 1996) et résolution 51/167 de l'Assemblée générale]	31 mai-4 juin (3 jours)	Genève	À déterminer	I (AArCEFR)	T	—	
81. Comité de l'information, vingt et unième session [résolution 33/115 C de l'Assemblée générale]	Mai (2 semaines)	New York	89 G	I (AArCEFR)	T	—	Une session par an

Organe	Dates (1999)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a			Fréquence
82. Conseil d'administration du Fonds de contributions volontaires des Nations Unies pour les victimes de la torture, dix-huitième session [résolution 36/151 de l'Assemblée générale]	Mai (2 semaines)	Genève	5 E	I (AEF)	T	—	Une session par an
83. Commission des droits de l'homme — Groupe de travail sur la détention arbitraire, vingt-quatrième session [décision 1997/260 du Conseil économique et social]	Mai (1 semaine)	Genève	5 E	I (AEF)	T	—	
84. Comité du programme et de la coordination, session d'organisation [résolution 2008 (LX) du Conseil économique et social et résolution 31/93 de l'Assemblée générale]	Mai (1 jour)	New York	34 G	I (AARCEFR)	T	—	Une session par an
85. Comité des placements [résolution 248 (III) de l'Assemblée générale]	Mai (1 jour)	New York	9 E	—	—	—	Quatre ou cinq réunions par an
86. Séminaire régional sur la Décennie internationale de l'élimination du colonialisme [résolution 46/181 de l'Assemblée générale]	Mai	À déterminer	6 E	I (AEF)	T	—	
87. Conférence du désarmement, deuxième partie [résolutions 1722 (XVI), S-10/2 et 34/83 L de l'Assemblée générale]	Mai/juin (7 semaines)	Genève	40 G	I (AARCEFR)	T	PV	Une session en trois parties par an
88. Comité des contributions, cinquante-septième session [résolution 173 (II) de l'Assemblée générale]	Mai/juin (3 semaines)	New York	18 E	I (AARCEFR)	T	—	Une session par an
89. Commission des Nations Unies pour le droit commercial international, trente-deuxième session [résolution 2205 (XXI) de l'Assemblée générale]	Mai/juin (3 semaines)	Vienne	36 G	I (AARCEFR)	T	SR	Une session par an
90. Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies — Comité d'actuares [résolution 1561 (XV) de l'Assemblée générale, art. XXIX]	Mai/juin (1 semaine)	New York	5 E	I (AR)	T	—	Une session par an
91. UNICEF — Conseil d'administration, session annuelle [résolutions 57 (I) et 48/162 de l'Assemblée générale]	7-11 juin	New York	36 G	I (AARCEFR)	T	—	Une session par an

Organe	Dates (1999)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a			Fréquence
92. Comité des droits de l'enfant — Groupe de travail de présession [résolutions 44/25, 47/112 et 49/211 de l'Assemblée générale]	7-11 juin	Genève	5 E	I (AARCEFR)	T	—	Trois sessions par an
93. Conseil d'administration du PNUD et du FNUAP, session annuelle [résolutions 2029 (XX) et 48/162 de l'Assemblée générale]	14-25 juin	New York	36 G	I (AARCEFR)	T	—	Une session par an
94. Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes, vingt et unième session [résolutions 34/180 et 51/68 de l'Assemblée générale]	14 juin-2 juillet	New York	23 E	I (AARCEFR)	T	SR	Deux sessions par an
95. CNUCED — Réunion d'experts organisée dans le cadre de la Commission des entreprises, de la facilitation du commerce et du développement [décision du Conseil du commerce et du développement à sa treizième réunion directive (8 juillet 1996) et résolution 51/167 de l'Assemblée générale]	21-25 juin (3 jours)	Genève	À déterminer	I (AARCEFR)	T	—	
96. CNUDCI — Groupe de travail sur le commerce électronique, trente-cinquième session [résolution 2928 (XXVII) de l'Assemblée générale]	21 juin-2 juillet	New York	36 G	I (AARCEFR)	T	—	Deux sessions par an
97. Comité des commissaires aux comptes [résolution 74 (I) de l'Assemblée générale]	28-30 juin	New York	3 E	—	—	—	Une session par an
98. Commission des droits de l'homme — Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités — Groupe de travail sur les formes contemporaines d'esclavage [décision 16 (LVI) du Conseil économique et social]	Juin (8 jours)	Genève	5 E	I (AEFR)	T	—	Une session par an
99. Comité de haut niveau pour l'examen de la coopération technique entre pays en développement, onzième session [résolution 33/134 de l'Assemblée générale]	Juin (1 semaine)	New York	193 G	I (AARCEFR)	T	—	Une session tous les deux ans

Organe	Dates (1999)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a			Fréquence
100. Colloque des ONG d'Amérique du Nord sur la question de Palestine organisé par l'ONU [résolution 51/23 de l'Assemblée générale]	Juin (3 jours)	New York	6 E	I (AArEF)	T	—	
101. Comité chargé des organisations non gouvernementales [résolution 1996/31 du Conseil économique et social]	Juin (1 jour)	New York	19 G	I (AArCEFR)	T	—	
102. Tribunal administratif des Nations Unies [résolution 351 A (IV) de l'Assemblée générale]	Juin/juillet (5 semaines)	Genève	7 E	I (AF)	T	PV ^d	Deux sessions par an
103. Comité du programme et de la coordination, trente-neuvième session [résolution 2008 (LX) du Conseil économique et social et résolution 31/93 de l'Assemblée générale]	Juin/juillet (4 semaines)	New York	34 G	I (AArCEFR)	T	—	Une session par an
104. Comité spécial chargé d'étudier la situation en ce qui concerne l'application de la Déclaration sur l'octroi de l'indépendance aux pays et aux peuples coloniaux [résolution 1654 (XVI) de l'Assemblée générale]	Juin/juillet (6 à 8 séances par semaine, 30 séances au maximum)	New York	25 G	I (AArCEFR)	T	SR ^c	
105. Comité mixte de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies — Comité permanent [résolution 248 (III) de l'Assemblée générale]	Juin/juillet (1 semaine)	New York	15 E	I (AF)	T	—	Une session par an
106. Conseil consultatif pour les questions de désarmement [résolution 37/99 K de l'Assemblée générale]	Juin/juillet (4 jours)	New York	25 E	I (AArCEFR)	T	—	Deux sessions par an
107. Commission sur les limites du plateau continental, quatrième session [art. 2 5) de l'annexe II de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer]	Deuxième trimestre (1 à 2 semaines)	New York	21 E	I (AArCEFR)	T	—	
108. Réunion des États parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer [résolutions 37/66 et 49/28 de l'Assemblée générale]	Deuxième trimestre	New York	111 G	I (AArCEFR)	T	—	

Organe	Dates (1999)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a			Fréquence
109. Comité des droits de l'homme — Groupe de travail chargé d'examiner les communications [résolution 2200 A (XXI) de l'Assemblée générale]	5-9 juillet	Genève	9 E	I (AEFR)	T	—	Trois sessions par an
110. Comité d'experts en matière de transport des marchandises dangereuses — Sous-Comité d'experts en matière de transport des marchandises dangereuses, treizième session [résolution 1989/104 du Conseil économique et social]	5-16 juillet	Genève	21 G	I (ACEFR)	T	—	Une ou deux sessions par an
111. Conseil économique et social, session de fond [Charte]	5-30 juillet	Genève	54 G	I (AArCEFR)	T	SR	Une session par an
112. Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes — Groupe de travail de présession [résolutions 45/124, 47/94 et 51/68 de l'Assemblée générale]	6-9 juillet	New York	5 E	I (AArCEFR)	T	—	Deux sessions par an
113. Comité des droits de l'homme, soixante-sixième session [résolution 2200 A (XXI) de l'Assemblée générale]	12-30 juillet	Genève	18 E	I (AArEFR)	T	SR	Trois sessions par an
114. CFPI, cinquantième session [résolution 3357 (XXIX) de l'Assemblée générale]	19-30 juillet	New York	15 E	I (AEFR)	T	—	Deux sessions par an
115. CNUCED — Réunion d'experts organisée dans le cadre de la Commission du commerce des biens et services, et des produits de base, reprise de la première session [décision du Conseil du commerce et du développement à sa treizième réunion directive (8 juillet 1996) et résolution 51/167 de l'Assemblée générale]	26-30 juillet (3 jours)	Genève	À déterminer	I (AArCEFR)	T	—	

Organe	Dates (1999)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a			Fréquence
116. Comité préparatoire de la Conférence extraordinaire des États parties à la Convention sur les armes biologiques concernant un protocole relatif aux mesures de vérification, première session [Déclaration finale de la Conférence extraordinaire des États parties]	Juillet (1 semaine)	Genève	132 G	I (AArCEFR)	T	—	
117. Commission des droits de l'homme — Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités — Groupe de travail chargé d'examiner les communications [résolution 1503 (XLVIII) du Conseil économique et social]	Juillet/août (2 semaines)	Genève	5 E	I (ACEFR)	T	—	Une session par an
118. Commission des droits de l'homme — Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités — Groupe de travail sur les populations autochtones [résolution 1982/34 du Conseil économique et social]	Juillet/août (1 semaine)	Genève	5 E	I (ACEFR)	T	—	Une session par an
119. Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, cinquante-cinquième session [résolution 2106 A (XX) de l'Assemblée générale]	2-20 août	Genève	18 E	I (ACEFR)	T	SR	Deux sessions par an
120. Commission des droits de l'homme — Sous-Commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de la protection des minorités, cinquante et unième session [résolution 9 (II) du Conseil économique et social]	Août (4 semaines)	Genève	26 E	I (AArCEFR)	T	SR	Une session par an
121. Conférence du désarmement, troisième partie [résolutions 1722 (XVI), S-10/2 et 34/83 L de l'Assemblée générale]	Août/septembre (6 semaines)	Genève	61 G	I (AArCEFR)	T	PV	Une session en trois parties par an
122. Groupe d'experts des Nations Unies pour les noms géographiques, vingtième session [résolutions 715 A (XXVII) et 1314 (XLIV) du Conseil économique et social]	Août/septembre (2 semaines)	New York	80 E	I (AArCEFR)	T	—	

Organe	Dates (1999)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a			Fréquence
123. Réunion internationale d'ONG sur la question de Palestine organisée par l'ONU [résolution 51/23 de l'Assemblée générale]	Août/septembre (3 jours)	Genève ou Vienne	15 E	I (AArEF)	T	—	
124. CNUCED — Groupe de travail sur le plan à moyen terme et le budget-programme, trente-quatrième session, deuxième partie [résolution 114 (V) de la CNUCED et décision 156 (XVII) du Conseil du commerce et du développement]	6-8 septembre	Genève	^b	I (AArCEFR)	T	—	Une ou deux sessions par an
125. Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires [résolution 173 (II) de l'Assemblée générale]	7 septembre-22 décembre	New York	16 E	I (AArCEFR)	T	—	Trois sessions par an
126. CNUCED — Commission de l'investissement, de la technologie et des questions financières connexes, quatrième session [décision du Conseil du commerce et du développement à sa treizième réunion directive (8 juillet 1996) et résolution 51/167 de l'Assemblée générale]	13-17 septembre	Genève	^b	I (AArCEFR)	T	—	
127. Comité des droits de l'enfant, vingt-deuxième session [résolutions 44/25, 47/112 et 49/211 de l'Assemblée générale]	20 septembre-8 octobre	Genève	10 E	I (AArCEFR)	T	SR	Trois sessions par an
128. Assemblée générale, cinquante-quatrième session [Charte]	21 septembre-décembre	New York	185 G	I (AArCEFR)	T	PV/SR ^e	
129. CNUCED — Commission du commerce des biens et services, et des produits de base, quatrième session [décision du Conseil du commerce et du développement à sa treizième réunion directive (8 juillet 1996) et résolution 51/167 de l'Assemblée générale]	27 septembre-1er octobre	Genève	^b	I (AArCEFR)	T	—	

Organe	Dates (1999)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a			Fréquence
130. Conférence annuelle des Hautes Parties contractantes au Protocole II, tel que modifié, à la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination [Document final de la Conférence d'examen des États parties à la Convention]	Septembre (2 semaines)	Genève	60 G	I (AArCEFR)	T	—	
131. Conférence extraordinaire des États parties à la Convention sur les armes biologiques concernant un protocole relatif aux mesures de vérification [Déclaration finale de la Conférence extraordinaire des États parties]	Septembre (2 semaines)	Genève	132 G	I (AArCEFR)	T	—	
132. Conseil d'administration du PNUD et du FNUAP, troisième session ordinaire [résolutions 2029 (XX) et 48/162 de l'Assemblée générale]	Septembre (1 semaine)	New York	36 G	I (AArCEFR)	T	—	
133. UNICEF — Conseil d'administration, troisième session ordinaire [résolutions 57 (I) et 48/162 de l'Assemblée générale]	Septembre (1 semaine)	New York	36 G	I (AArCEFR)	T	—	
134. Réunion des présidents des organes créés en vertu d'instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme [résolutions 46/111 et 49/178 de l'Assemblée générale]	Septembre (1 semaine)	Genève	8 E	I (AEF)	T	—	Une session par an
135. Commission des droits de l'homme — Groupe de travail sur la détention arbitraire, vingt-cinquième session [décision 1997/260 du Conseil économique et social]	Septembre (1 semaine)	Genève	5 E	I (AEF)	T	—	
136. UNITAR — Conseil d'administration, trente-septième session, deuxième partie [résolutions 1934 (XVIII) et 47/227 de l'Assemblée générale]	Septembre (2 ou 3 jours)	Genève	28 E	I (AArEFR)	T	—	Une session en deux parties par an
137. Comité des placements [résolution 248 (III) de l'Assemblée générale]	Septembre (1 jour)	New York	9 E	—	—	—	Quatre ou cinq réunions par an

Organe	Dates (1999)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a			Fréquence
138. UNRWA — Commission consultative [résolution 302 (IV) de l'Assemblée générale]	Septembre (1 jour)	Amman	10 G	I (AARF)	T	—	Une session par an
139. Comité scientifique et technique de la Décennie internationale de la prévention des catastrophes naturelles [résolution 44/236 de l'Assemblée générale]	Septembre	Genève	25 E	I (AARCEFR)	T	—	Une session par an
140. Comité des pensions du personnel de l'Organisation des Nations Unies [résolution 248 (III) de l'Assemblée générale]	Septembre/octobre (1 séance)	New York	12 E	—	—	—	Trois sessions d'une séance chacune par an
141. Commission sur les limites du plateau continental, cinquième session [art. 2 5) de l'annexe II de la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer]	Troisième trimestre (1 à 2 semaines)	New York	21 E	I (AARCEFR)	T	—	
142. Commission des stupéfiants — Réunion des chefs des services de répression compétents en matière de drogues pour la région de l'Amérique latine et des Caraïbes [résolutions 1987/34 et 1988/15 du Conseil économique et social]	Troisième trimestre (1 semaine)	Santiago	41 G	I (AEF)	T	—	
143. Réunion des États parties à la Convention des Nations Unies sur le droit de la mer [résolutions 37/66 et 49/28 de l'Assemblée générale]	Troisième trimestre	New York	111 G	I (AARCEFR)	T	—	
144. Comité des droits de l'homme — Groupe de travail chargé d'examiner les communications [résolution 2200 A (XXI) de l'Assemblée générale]	11-15 octobre	Genève	9 E	I (AEFR)	T	—	Trois sessions par an
145. Comité des droits de l'enfant — Groupe de travail de présession [résolutions 44/25, 47/112 et 49/211 de l'Assemblée générale]	11-15 octobre	Genève	5 E	I (AARCEFR)	T	—	Trois sessions par an

Organe	Dates (1999)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a			Fréquence
146. CNUCED — Commission des entreprises, de la facilitation du commerce et du développement, quatrième session [décision du Conseil du commerce et du développement à sa treizième réunion directive (8 juillet 1996) et résolution 51/167 de l'Assemblée générale]	11-15 octobre	Genève	^b	I (AArCEFR)	T	—	
147. Comité des droits de l'homme, soixante-septième session [résolution 2200 A (XXI) de l'Assemblée générale]	18 octobre-5 novembre	Genève	18 E	I (AArEFR)	T	SR	Trois sessions par an
148. CNUCED — Conseil du commerce et du développement, quarante-sixième session [résolution 1995 (XIX) de l'Assemblée générale et résolution 114 (V) de la CNUCED]	25-29 octobre	Genève	^b	I (AArCEFR)	T	—	Une session par an
149. CNUDCI — Groupe de travail des pratiques en matière de contrats internationaux, trente et unième session [résolution 33/92 de l'Assemblée générale]	Octobre (2 semaines)	Vienne	36 G	I (AArCEFR)	T	—	Deux sessions par an
150. HCR — Comité exécutif, cinquantième session [résolution 1166 (XII) de l'Assemblée générale]	Octobre (1 semaine)	Genève	53 G	I (AArCEFR)	T	SR	Une session par an
151. Comité consultatif pour le Programme d'assistance des Nations Unies aux fins de l'enseignement, de l'étude, de la diffusion et d'une compréhension plus large du droit international, trente-quatrième session [résolution 2099 (XX) de l'Assemblée générale]	Octobre (2 jours)	New York	25 G	I (AArCEFR)	T	—	Une session par an
152. Tribunal administratif des Nations Unies [résolution 351 (IV) de l'Assemblée générale]	Octobre/novembre (5 semaines)	New York	7 E	I (AF)	T	PV ^d	Deux sessions par an
153. Comité administratif de coordination, seconde session ordinaire [résolution 13 (III) du Conseil économique et social]	Octobre/novembre (2 jours)	New York	26 ST	I (AF)	T	—	Deux sessions par an

Organe	Dates (1999)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a			Fréquence
154. Organe international de contrôle des stupéfiants, soixante-septième session [Convention unique sur les stupéfiants de 1961, art. 11]	2-19 novembre	Vienne	13 E	I (AArEFR)	T	—	Deux ou trois sessions par an
155. Comité contre la torture, vingt-troisième session [résolution 39/46 A de l'Assemblée générale]	8-19 novembre	Genève	10 E	I (AEFR)	T	SR	Deux sessions par an
156. CNUCED — Réunions régionales préparatoires en vue de la dixième session de la Conférence sur le commerce et le développement [décision du Conseil du commerce et du développement à sa treizième réunion directive (8 juillet 1996) et résolution 51/167 de l'Assemblée générale]	8-26 novembre	À déterminer	À déterminer	I (AArCEFR)	T	—	
157. Comité des droits économiques, sociaux et culturels, vingt et unième session [résolutions 1982/33, 1985/17 et 1995/39 du Conseil économique et social]	15 novembre-3 décembre	Genève	18 E	I (AArEFR)	T	SR	Deux sessions par an
158. Groupe de vérificateurs externes des comptes de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique [résolutions 347 (IV) et 1438 (XIV) de l'Assemblée générale]	22-30 novembre	À déterminer	9 E	I (AF)	—	—	Une session par an
159. Septième Réunion des États parties à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants [résolution 39/46 A de l'Assemblée générale]	24 novembre	Genève	99 G	I (AEFR)	T	SR	Une session tous les deux ans
160. Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien — Séance spéciale pour célébrer la Journée internationale de solidarité avec le peuple palestinien [résolutions 32/40 B et 33/28 de l'Assemblée générale]	29 novembre	New York	23 G	I (AArCEFR)	T	PV	

Organe	Dates (1999)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a			Fréquence
161. Conseil d'administration du Fonds de contributions volontaires pour la coopération technique dans le domaine des droits de l'homme [décision 1993/283 du Conseil économique et social]	Novembre (3 jours)	Genève	5 E	I (AF)	T	—	Deux sessions par an
162. Comité des placements [résolution 248 (III) de l'Assemblée générale]	Novembre (1 jour)	New York	9 E	—	—	—	Quatre ou cinq réunions par an
163. Conférence des Nations Unies pour les annonces de contributions aux activités de développement [résolution 32/197 de l'Assemblée générale]	Novembre (1 jour)	New York	193 G	I (AArCEFR)	T	—	
164. Commission spéciale de l'Assemblée générale pour les annonces de contributions volontaires à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient [résolution 1729 (XVI) de l'Assemblée générale]	Novembre (1 réunion)	New York	193 G	I (AArCEFR)	T	—	Une réunion par an
165. Commission spéciale de l'Assemblée générale pour les annonces de contributions volontaires au Programme du Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés [résolution 1729 (XVI) de l'Assemblée générale]	Novembre (1 réunion)	New York	193 G	I (AArCEFR)	T	—	Une réunion par an
166. Commission des droits de l'homme — Groupe de travail sur la détention arbitraire, vingt-sixième session [décision 1997/260 du Conseil économique et social]	Novembre/décembre (1 semaine)	Genève	5 E	I (AEF)	T	—	
167. PNUD — Réunion consultative interorganisations [résolution 32/197 de l'Assemblée générale]	Novembre/décembre (3 jours)	New York	33 ST	—	—	—	
168. Comité des commissaires aux comptes, session extraordinaire [résolution 74 (I) de l'Assemblée générale]	1er décembre	À déterminer	3 E	—	—	—	

Organe	Dates (1999)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a			Fréquence
169. Commission des stupéfiants, reprise de la quarante-deuxième session [résolutions 9 (I) et 1991/39 du Conseil économique et social]	2 et 3 décembre	Vienne	53 G	I (AArCEFR)	T	—	Une session tous les deux ans
170. CNUCED — Comité préparatoire de la dixième session de la Conférence sur le commerce et le développement [décision du Conseil du commerce et du développement à sa treizième réunion directive (8 juillet 1996) et résolution 51/167 de l'Assemblée générale]	6-10 décembre	Genève	À déterminer	I (AArCEFR)	T	—	
171. Comité des droits économiques, sociaux et culturels — Groupe de travail de présession [résolutions 1982/33, 1985/17 et 1995/39 du Conseil économique et social]	6-10 décembre	Genève	5 E	I (AEFR)	T	—	Deux sessions par an
172. Comité d'experts en matière de transport des marchandises dangereuses — Sous-Comité d'experts en matière de transport des marchandises dangereuses, dix-septième session [résolution 1989/104 du Conseil économique et social]	6-17 décembre	Genève	21 G	I (ACEFR)	T	—	Une ou deux sessions par an
173. Groupe spécial d'experts de la coopération internationale en matière fiscale [résolutions 1273 (XLIII) et 1765 (LIV) du Conseil économique et social]	8-17 décembre	Genève	25 E	I (AArCEFR)	T	—	Une session tous les deux ans
174. CNUDCI — Groupe de travail sur le droit de l'insolvabilité, vingt-troisième session [résolution 33/92 de l'Assemblée générale]	Décembre (2 semaines)	Vienne	36 G	I (AArCEFR)	T	—	Deux sessions par an
175. UNU — Conseil, quarante-cinquième session [résolution 3081 (XXVIII) de l'Assemblée générale]	Décembre (1 semaine)	Tokyo	28 E	I (AF)	T	—	Une session par an
176. Commission du désarmement, session d'organisation [résolution S-10/2 de l'Assemblée générale]	Décembre (2 jours)	New York	185 G	I (AArCEFR)	T	PV	Une session par an
177. Conseil de tutelle (et ses comités de rédaction) [Charte]	Selon les besoins	New York	5 G	I (ACFR)	T	PV ^c	Selon les besoins

Organe	Dates (1999)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a			Fréquence
178. Conseil de sécurité [Charte]	Selon les besoins	New York	15 G	I (AArCEFR)	T	PV	Selon les besoins
179. Conseil de sécurité — Comité d'experts [décision prise par le Conseil de sécurité à sa 1re séance, en 1946]	Selon les besoins	New York	15 G	I (AArCEFR)	T	SR	Selon les besoins
180. Conseil de sécurité — Comité d'experts créé par le Conseil de sécurité à sa 1506e séance [1969]	Selon les besoins	New York	15 G	I (AArCEFR)	T	SR	Selon les besoins
181. Conseil de sécurité — Comité d'admission de nouveaux Membres [décision prise par le Conseil de sécurité à sa 42e séance, en 1946]	Selon les besoins	New York	15 G	I (AArCEFR)	T	SR	Selon les besoins
182. Conseil de sécurité — Comité du Conseil de sécurité pour les réunions hors Siège du Conseil [décision prise par le Conseil de sécurité à sa 1625e séance]	Selon les besoins	New York	15 G	I (AArCEFR)	T	SR	Selon les besoins
183. Conseil de sécurité — Commission créée en application de la résolution 446 (1979)	Selon les besoins	New York	3 G	I (AArCEFR)	T	SR	Selon les besoins
184. Conseil de sécurité — Comité spécial créé en application de la résolution 507 (1982) du Conseil de sécurité	Selon les besoins	New York	4 G	I (AArCEFR)	T	SR	Selon les besoins
185. Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 661 (1990) concernant la situation entre l'Iraq et le Koweït	Selon les besoins	New York	15 G	I (AArCEFR)	T	SR	Selon les besoins
186. Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 748 (1992) concernant la Jamahiriya arabe libyenne	Selon les besoins	New York	15 G	I (AArCEFR)	T	SR	Selon les besoins
187. Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 751 (1992) concernant la Somalie	Selon les besoins	New York	15 G	I (AArCEFR)	T	SR	Selon les besoins
188. Conseil de sécurité — Commission ad hoc créée par la résolution 794 (1992) du Conseil de sécurité	Selon les besoins	New York	15 G	I (AArCEFR)	T	SR	Selon les besoins
189. Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 864 (1993) concernant l'Angola	Selon les besoins	New York	15 G	I (AArCEFR)	T	SR	Selon les besoins

Organe	Dates (1999)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a			Fréquence
190. Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 918 (1994) concernant le Rwanda	Selon les besoins	New York	15 G	I (AArCEFR)	T	SR	Selon les besoins
191. Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 985 (1995) concernant le Libéria	Selon les besoins	New York	15 G	I (AArCEFR)	T	SR	Selon les besoins
192. Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine [résolution 194 (III) de l'Assemblée générale]	Selon les besoins	New York	3 G	I (AF)	T	—	Selon les besoins
193. Comité spécial des opérations de maintien de la paix et son groupe de travail [résolution 2006 (XIX) de l'Assemblée générale]	Selon les besoins	New York	À déterminer	I (AArCEFR)	T	—	Selon les besoins
194. Comité pour l'exercice des droits inaliénables du peuple palestinien [résolution 3376 (XXX) de l'Assemblée générale]	Selon les besoins	New York	23 G	I (AArCEFR)	T	SR	Selon les besoins
195. Comité des conférences [résolution 43/222 B de l'Assemblée générale]	Selon les besoins	New York	21 G	I (AArEFR)	T	—	Selon les besoins
196. Comité des relations avec le pays hôte [résolution 2819 (XXVI) de l'Assemblée générale]	Selon les besoins	New York	15 G	I (AArCEFR)	T	—	Selon les besoins
197. Conseil d'administration du PNUD et du FNUAP, réunions d'information et consultations officielles [résolutions 2020 (XX) et 48/162 de l'Assemblée générale]	Selon les besoins	New York	36 G	I (AArCEFR)	T	—	Selon les besoins
198. UNICEF — Conseil d'administration, réunions d'information et consultations officielles [résolutions 57 (I) et 48/162 de l'Assemblée générale]	Selon les besoins	New York	36 G	I (AArCEFR)	T	—	Selon les besoins
199. CNUCED — Autres conférences et réunions sur les produits de base [décision du Conseil du commerce et du développement à sa treizième réunion directive (8 juillet 1996) et résolution 51/167 de l'Assemblée générale]	Selon les besoins (30 séances au maximum)	Genève	^b	I (AArCEFR)	T	—	Selon les besoins

Organe	Dates (1999)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a			Fréquence
200. CNUCED — Séminaires et groupes d'étude [décision du Conseil du commerce et du développement à sa treizième réunion directive (8 juillet 1996) et résolution 51/167 de l'Assemblée générale]	Selon les besoins (30 séances au maximum)	Genève	^b	I (AArCEFR)	T	—	Selon les besoins
201. CNUCED — Consultations du Secrétaire général et du Président du Conseil du commerce et du développement [décision du Conseil du commerce et du développement à sa treizième réunion directive (8 juillet 1996) et résolution 51/167 de l'Assemblée générale]	Selon les besoins (20 séances au maximum)	Genève	^b	I (AArCEFR)	T	—	Selon les besoins
202. CNUCED — Réunions directives du Conseil du commerce et du développement [décision du Conseil du commerce et du développement à sa treizième réunion directive (8 juillet 1996) et résolution 51/167 de l'Assemblée générale]	Selon les besoins (3 jours)	Genève	^b	I (AArCEFR)	T	—	Selon les besoins
203. Conseil de sécurité — Conseil d'administration de la Commission d'indemnisation des Nations Unies créée en application de la résolution 687 (1991)	Selon les besoins	Genève	15 G	I (AArCEFR)	T	SR	Selon les besoins
204. Tribunal international chargé de poursuivre les personnes présumées responsables de violations graves du droit international humanitaire commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie depuis 1991 [résolution 808 (1993) du Conseil de sécurité et résolution 47/235 de l'Assemblée générale]	Selon les besoins	La Haye	11 E	I (AF)	T	—	Selon les besoins

Organe	Dates (1999)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a			Fréquence
205. Tribunal criminel international chargé de juger les personnes présumées responsables d'actes de génocide ou d'autres violations graves du droit international humanitaire commis sur le territoire du Rwanda et les citoyens rwandais présumés responsables de tels actes ou violations commis sur le territoire d'États voisins entre le 1er janvier et le 31 décembre 1994 [résolution 199 (1994) du Conseil de sécurité]	Selon les besoins	Arusha	11 E	I (AF)	T	—	Selon les besoins
206. Commission du droit international, cinquante et unième session [résolution 174 (II) de l'Assemblée générale]	À déterminer (10 semaines)	Genève	34 E	I (AARCEFR)	T	SR	Une session par an
207. Comité chargé des organisations non gouvernementales [résolutions 3 (II) et 1296 (XLIV) et décisions 1995/304 et 1997/297 du Conseil économique et social]	À déterminer (3 semaines)	New York	19 G	I (AARCEFR)	T	—	Une session par an
208. Séminaire sur le droit international [résolution 49/51 de l'Assemblée générale]	À déterminer (3 semaines)	Genève	30 E	I (AEF)	—	—	Une session par an
209. Commission du développement durable — Groupe intergouvernemental spécial à composition non limitée sur les forêts, troisième session [résolution 1997/65 du Conseil économique et social]	À déterminer (2 semaines)	New York	53 G	I (AARCEFR)	T	—	
210. Comité de la planification du développement, trente-troisième session [résolutions 1079 (XXXIX) et 1625 (LI) du Conseil économique et social]	À déterminer (1 semaine)	New York	24 E	I (AARCEFR)	T	—	Une session par an
211. Réunion préparatoire (région d'Europe) du dixième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants [résolutions 415 (V) et 46/152 de l'Assemblée générale]	À déterminer (1 semaine)	Vienne	55 G	I (AFR)	T	—	

Organe	Dates (1999)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a			Fréquence
212. Réunion préparatoire (région d'Amérique latine et des Caraïbes) du dixième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants [résolutions 415 (V) et 46/152 de l'Assemblée générale]	À déterminer (1 semaine)	San José	41 G	I (AEF)	T	—	
213. Réunion préparatoire (région d'Asie et du Pacifique) du dixième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants [résolutions 415 (V) et 46/152 de l'Assemblée générale]	À déterminer (1 semaine)	Bangkok	51 G	I (ACFR)	T	—	
214. Réunion préparatoire (région d'Asie occidentale) du dixième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants [résolutions 415 (V) et 46/152 de l'Assemblée générale]	À déterminer (1 semaine)	Beyrouth	13 G	I (AArF)	T	—	
215. Réunion préparatoire (région d'Afrique) du dixième Congrès des Nations Unies pour la prévention du crime et le traitement des délinquants [résolutions 415 (V) et 46/152 de l'Assemblée générale]	À déterminer (1 semaine)	Addis-Abeba	53 G	I (AArF)	T	—	
216. Colloque régional asiatique des organisations non gouvernementales sur la question de Palestine [résolution 51/23 de l'Assemblée générale]	À déterminer (4 jours)	À déterminer	20 E	I (AArF)	T	—	
217. Colloque régional asiatique des organisations non gouvernementales sur la question de Palestine [résolution 51/23 de l'Assemblée générale]	À déterminer (4 jours)	À déterminer	6 E	I (AArF)	T	—	
218. Séminaire européen des Nations Unies et/ou colloque d'ONG sur la question de Palestine organisé par l'ONU [résolution 51/23 de l'Assemblée générale]	À déterminer (3 jours)	À déterminer	20 E	I (AArF)	T	—	

Organe	Dates (1999)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a			Fréquence
219. Séminaire des Nations Unies sur l'aide au peuple palestinien [résolution 51/23 de l'Assemblée générale]	À déterminer (3 jours)	À déterminer	À déterminer	I (AArF)	T	—	
220. Conseil consultatif de haut niveau sur le développement durable, onzième session [résolution 47/191 de l'Assemblée générale]	À déterminer (3 jours)	New York	21 E	I (AArCEFR)	T	—	Deux sessions par an
221. Conseil consultatif de haut niveau sur le développement durable, douzième session [résolution 47/191 de l'Assemblée générale]	À déterminer (3 jours)	New York	21 E	I (AArCEFR)	T	—	Deux sessions par an
222. CEPALC — Comité plénier, vingt-cinquième session [résolution 106 (VI) du Conseil économique et social]	À déterminer (2 jours)	Santiago	41 G	I (AEF)	T	—	Une session tous les deux ans
223. Comité préparatoire de la quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement [résolution 51/45 C de l'Assemblée générale]	À déterminer	New York	185 G	I (AArCEFR)	T	—	
224. Quatrième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement [résolution 51/45 C de l'Assemblée générale]	À déterminer	New York	185 G	I (AArCEFR)	T	PV	
225. Comité consultatif du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme, quarantième session [résolutions 31/133 et 39/125 de l'Assemblée générale]	À déterminer	New York	5 G	—	—	—	Deux sessions par an
226. Comité consultatif du Fonds de développement des Nations Unies pour la femme, quarante et unième session [résolutions 31/133 et 39/125 de l'Assemblée générale]	À déterminer	New York	5 G	—	—	—	Deux sessions par an
227. Comité de la planification du développement — Groupe de travail I [résolutions 1079 (XXXIX) et 1625 (LI) du Conseil économique et social]	À déterminer	New York	24 E	I (AArCEFR)	T	—	Une session par an
228. Comité de la planification du développement — Groupe de travail II [résolutions 1079 (XXXIX) et 1625 (LI) du Conseil économique et social]	À déterminer	New York	24 E	I (AArCEFR)	T	—	Une session par an

Organe	Dates (1999)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a			Fréquence
229. Comité de la planification du développement — Groupe de travail III [résolutions 1079 (XXXIX) et 1625 (LI) du Conseil économique et social]	À déterminer	New York	24 E	I (AArCEFR)	T	—	Une session par an
230. Session extraordinaire du Comité des utilisations pacifiques de l'espace extra-atmosphérique (UNISPACE III) [résolution 51/123 de l'Assemblée générale]	À déterminer	Vienne	185 G	I (AArCEFR)	T	PV*	
231. Conseil d'administration du Programme alimentaire mondial [décision 1995/227 du Conseil économique et social et résolution 50/8 de l'Assemblée générale]	À déterminer	Rome	36 G	I (AArCEFR)	T	—	
232. PNUE — Comité de haut niveau composé de ministres et de hauts fonctionnaires [décision 19/1 B du Conseil d'administration]	À déterminer	Nairobi	36 G	I (AArCEFR)	T	—	
233. Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques — Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et réunions des organes subsidiaires [résolutions 50/115 et 50/232 de l'Assemblée générale]	À déterminer	Bonn	165 G	I (AArCEFR)	T	—	
234. CESAO — Vingtième session [résolutions 1818 (LV), 2089 (LXIII) et 1994/26 du Conseil économique et social]	À déterminer	Beyrouth	13 G	I (AArF)	T	—	Une session tous les deux ans
235. CESAO — Comité technique [résolution 1994/26 du Conseil économique et social]	À déterminer	Beyrouth	13 G	I (AArF)	T	—	Une session tous les deux ans

* Dans sa résolution 51/123, l'Assemblée générale a noté avec satisfaction que, conformément au paragraphe 11 de sa résolution 50/27, les délibérations du Comité lors de sa trente-neuvième session avaient été consignées sous forme de transcriptions non éditées au lieu de procès-verbaux, et que le Comité évaluerait l'utilisation de telles transcriptions lors de sa quarantième session, pour pouvoir rendre compte à l'Assemblée générale, à sa cinquante-deuxième session, des résultats de cette expérience.

Organe	Dates (1999)	Lieu de réunion	Membres	Services à assurer ^a			Fréquence
236. Réunion des représentants des secrétariats des organismes des Nations Unies et du Secrétariat de la Ligue des États arabes et de ses organisations spécialisées [résolutions 45/82 et 50/16 de l'Assemblée générale]	À déterminer	À déterminer	27 ST	I (AArF)	T	—	Une session tous les deux ans

^a Les langues dans lesquelles des services d'interprétation seront assurés sont indiquées. Les langues dans lesquelles des services de traduction seront assurés et des comptes rendus ou procès-verbaux établis varient selon le règlement intérieur applicable à l'organe intéressé et, dans le cas de certains groupes de travail et organes analogues, selon les besoins réels lorsque ceux-ci sont inférieurs à ceux que prévoit le règlement intérieur.

^b Ouvert à la participation de tous les États membres de la CNUCED intéressés (résolution 80 (III) de la Conférence, par. 9).

^c Pour les séances plénières seulement.

^d En cas d'auditions.

^e L'usage est de n'établir de procès-verbaux que pour les séances plénières et les séances de la Première Commission.

ANNEXE V

Projet de calendrier des conférences et réunions des principaux organes
et institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie
atomique pour 1999

Organe	Dates (1999)	Lieu de réunion
1. OACI — Comité, cent cinquante-sixième session	18 janvier-5 février	Montréal
2. OMS — Conseil exécutif, cent troisième session	Janvier	Genève
3. FIDA — Conseil d'administration	Janvier	Rome
4. UPU — Conseil d'exploitation postale	8-12 février	Berne
5. UPU — Conseil d'administration	15-19 février	Berne
6. OACI — Conseil, cent cinquante-cinquième session	22 février-19 mars	Montréal
7. AIEA — Conseil des gouverneurs	Mars	Vienne
8. ONUDI — Comité des programmes et des budgets, quinzième session	19-23 avril	Vienne
9. OACI — Comité, cent cinquante-septième session	19 avril-7 mai	Montréal
10. OIT — Conseil d'administration du BIT et ses comités, deux cent soixante-quatorzième session	Avril	Genève
11. FIDA — Conseil d'administration	Avril	Rome
12. OMM — Treizième Congrès météorologique mondial	4-26 mai	Genève
13. OACI — Conseil, cent cinquante-septième session	24 mai-18 juin	Montréal
14. OMM — Conseil exécutif, cinquante et unième session	27-29 mai	Genève
15. OMS — Assemblée mondiale de la santé, cinquante-deuxième session	Mai	Genève
16. OMS — Conseil exécutif, cent quatrième session	Mai	Genève
17. AIEA — Comité administratif et budgétaire	Mai	Vienne
18. UNESCO — Conseil exécutif, cent cinquante-cinquième session	Mai-juin	Paris
19. FAO — Conseil, cent seizième session	1er-10 juin	Rome
20. ONUDI — Conseil du développement industriel, vingt et unième session	21-25 juin	Vienne
21. UIT — Conseil	Juin (2 semaines)	Genève
22. OIT — Conférence générale, quatre-vingt-septième session	Juin	Genève
23. OIT — Conseil d'administration du BIT, deux cent soixante-quinzième session	Juin	Genève
24. AIEA — Conseil des gouverneurs	Juin	Vienne
25. OMI — Conseil, quatre-vingt-deuxième session	Juin	Londres
26. UPU — Congrès postal universel	23 août-15 septembre	Beijing
27. AIEA — Conseil des gouverneurs	20-24 septembre	Vienne
28. AIEA — Conférence générale	27 septembre-1er octobre	Vienne

Organe	Dates (1999)	Lieu de réunion
29. OACI — Comité, cent cinquante-huitième session	27 septembre-15 octobre	Montréal
30. FMI/Banque mondiale — Assemblées annuelles des Conseils des gouverneurs	28-30 septembre	Washington
31. FIDA — Conseil d'administration	Septembre	Rome
32. OMPI — Organes directeurs	Septembre/octobre	Genève
33. AIEA — Conseil des gouverneurs	4 octobre	Vienne
34. UNESCO — Conseil exécutif, cent cinquante-sixième session	Octobre	Paris
35. UNESCO — Conférence générale, trentième session	Octobre/novembre	Paris
36. UPU — Conseil d'exploitation postale	Octobre/novembre	Berne
37. OACI — Conseil, cent cinquante-huitième session	8 novembre-3 décembre	Montréal
38. FAO — Conseil, cent dix-septième session	9-11 novembre	Rome
39. FAO — Conférence, trentième session	12-23 novembre	Rome
40. FAO — Conseil, cent dix-huitième session	24 novembre	Rome
41. ONUDI — Conférence générale, huitième session	29 novembre-3 décembre	Vienne
42. OIT — Conseil d'administration du BIT et ses comités, deux cent soixante-seizième session	Novembre	Genève
43. AIEA — Comité de la coopération et de l'assistance techniques	Novembre	Vienne
44. OMI — Assemblée, trente et unième session	Novembre	Londres
45. OMI — Conseil, quatre-vingt-troisième session	Novembre	Londres
46. AIEA — Conseil des gouverneurs	Décembre	Vienne
47. FIDA — Conseil d'administration	Décembre	Rome